

AVRIL 2003

# ECOMINE

REVUE D'ACTUALITÉ DES MINÉRAUX ET DES MÉTAUX

Direction Générale de l'Énergie et des Matières Premières



**O**PA DU GROUPE SUISSE XSTRATA SUR L'AUSTRALIEN MIM HOLDING  
**A**CIER : L'OMC CONDAMNE WASHINGTON SUR LA TAXATION À L'IMPORT  
SITUATION ET PERSPECTIVES DU MARCHÉ MONDIAL

# ECOMINE

Revue d'actualité des  
minéraux et des  
métaux

\*\*\*\*\*

ECOMINE est une revue mensuelle d'information sur l'actualité des minéraux et des métaux, diffusée sur le site internet « [www.industrie.gouv.fr / energie](http://www.industrie.gouv.fr/energie) » de la Direction Générale de l'Energie et des Matières Premières du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie.

ECOMINE rassemble et analyse les informations sélectionnées dans la presse pour leur intérêt général. Les références des publications utilisées sont données à la suite de chaque article.

la rédaction de la revue ECOMINE est assurée par le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM),

La revue ECOMINE comporte cinq grandes rubriques:

- **informations générales** avec trois volets : cours et tendances des métaux ; fondamentaux de l'économie mondiale ; dossiers et faits d'actualité ;
- **informations sectorielles**, relatives aux métaux de base et d'alliage, aux diamants et métaux précieux, aux minéraux industriels et matériaux de construction, y compris les eaux minérales et le recyclage ;
- **questions multilatérales**, rubrique centrée notamment sur les procédures antidumping ;
- **les Etats**, du point de vue de l'exploitation de leurs ressources ;
- **les entreprises**, en ce qui concerne leur stratégie, les actions en cours, les résultats.

Une note sur un sujet particulier d'actualité accompagne chaque mois cette revue de presse.

#### CONTACTS DE LA REVUE ECOMINE:

\*Chargé de la coordination : [gerard.pezeril@industrie.gouv.fr](mailto:gerard.pezeril@industrie.gouv.fr)

\*Chargé de la réalisation : [jm-eberle@brgm.fr](mailto:jm-eberle@brgm.fr)

#### Avertissement

Les informations contenues dans la revue de presse ECOMINE et les opinions qui y sont exprimées n'engagent pas la responsabilité du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie.

## SOMMAIRE

### INFORMATIONS GÉNÉRALES

#### Cours et tendances ..... 5

- **Métaux précieux** : bonne tenue de l'or et du platine alors que le palladium baisse encore
- **Métaux de base** : baisse générale des cours liées aux perspectives économiques décevantes

#### Fondamentaux ..... 5

- Economie mondiale : morosité persistante pour 2003, espoirs de reprise en 2004 ?

#### Dossiers et faits d'actualité ..... 6

- Nickel : feu vert au démarrage de Voisey's Bay
- Norilsk : approbation d'un plan stratégique d'investissements jusqu'en 2015
- Minerai de fer : la prise de contrôle de Caemi par CVRD accentue la tendance oligopolistique du secteur
- Lancement de l'OPA de Xstrata sur l'australien MIM Holdings
- Pechiney : nouveaux développements en Afrique du Sud et en Russie
- Acier : les propositions de cotation au LME ne soulèvent pas l'enthousiasme de l'industrie
- Pressions sur les prix de l'alumine et du minerai de fer

### INFORMATIONS SECTORIELLES

#### Métaux de base ..... 10

- **Aluminium** : le marché de l'alumine est déjà passé en déficit
- **Cuivre** : bilans chez le n° 1 mondial Codelco
- **Étain** : Paranapanema choisit un redéploiement prudent de sa production
- **Fer et acier** : projets d'Arcelor et condamnation du site de L'Ardoise ?
- **Plomb-Zinc** : MIM Holdings réduit la capacité de raffinage de plomb à Northfleet

#### Métaux d'alliage ..... 13

- Antimoine : troublantes statistiques chinoises

- Cobalt-Nickel : Avmin céderait son unité de production de Chambishi ... à J & W Investments

- Magnésium : la porte de l'UE enfin ouverte pour le magnésium chinois

- Manganèse : privatisation du manganèse géorgien

- Tungstène : Umicore remplace Sandvik chez Eurotungstène Poudres

#### Métaux spéciaux ..... 15

- Silicium : reprise sans conviction de l'activité ferro-silicium en Europe du Nord

- Titane : les fabricants de pigments souffrent, la mine de titane va être à la peine

- Uranium : remise de l'offre Framatome pour le nouveau réacteur nucléaire finlandais

#### Diamant et métaux précieux ..... 17

- **Diamant** : Le Canada à la troisième place des pays producteurs d'ici à 2007

- **Or** : or plus cher égale reprises côté mines mais baisse côté demande

- **Palladium-Platine** : la contrebande fournit 88 % du déficit du marché chinois du platine

#### Minéraux industriels et Matériaux de construction ..... 19

- Filiale allemande de Lafarge pénalisée dans l'affaire du cartel du ciment

- Concurrent pour Imerys dans l'andalousite

- Consolidation en Europe dans le secteur du verre creux

- Saint-Gobain poursuit ses emplettes

- Lafarge n'est pas en reste

#### Eaux minérales ..... 20

- En Europe, Danone reprend la main dans les eaux en bonbonne

- Le marché de l'eau embouteillée aux États-Unis en chiffres

#### Recyclage ..... 20

- Bilan du troisième forum mondial de l'eau à Kyoto

- Vivendi Environnement rebaptisé Veolia Environnement

- Ingénierie et Conseil : Gaudriot envisage un rapprochement à quatre

- Défis à la pelle dans les boues de curage

#### QUESTIONS MULTILATÉRALES ... 22

- **Acier** : la mesure américaine « 201 » jugée illégale par l'OMC ...

- **Acier** : ... mais les producteurs des pays plaignants restent perplexes quant à la suite

- **Acier** : L'Union européenne met l'Inde en garde contre une possible taxation ...

- **Acier** : ... tandis qu'Eurofer insiste pour obtenir des taxes anti-dumping contre l'acier égyptien

- **Acier** : Hongrie, taxes à l'importation maintenues pour une nouvelle période

- **Acier** : Corée du Sud : procédures anti-dumping sur l'acier inoxydable

- **Alliages et métaux spéciaux** : l'UE abolit les taxes anti-dumping sur le magnésium chinois

- **Alliages et métaux spéciaux** : taxes américaines sur le titane métal, la commission fédérale auditionne

#### LES ÉTATS ..... 24

#### LES ENTREPRISES ..... 28

#### CARNET ..... 31

#### ECO-NOTE ..... 33

- L'acier : situation et perspectives du marché mondial; par N. Stolojan, BRGM

# TABLEAU DE BORD DES COURS ET TENDANCES POUR LE MOIS D'AVRIL 2003

## Métaux précieux (US\$/once) (London fixing price)

	Rappel moyenne 1998	Rappel moyenne 1999	Rappel moyenne 2000	Rappel moyenne 2001	Rappel Moyenne 2002	Moyenne mars	Moyenne avril (25/04)	Tendance avril - mars
<b>Argent</b>	5,5	5,2	4,9	4,4	4,6	4,5	<b>4,5</b>	- 0,90 %
<b>Or</b>	295	280	280	275	310	341	<b>328</b>	- 3,81 %
<b>Palladium</b>	285	360	680	540	337	224	<b>163</b>	- 27,18 %
<b>Platine</b>	370	380	545	515	540	675	<b>627</b>	- 7,11 %

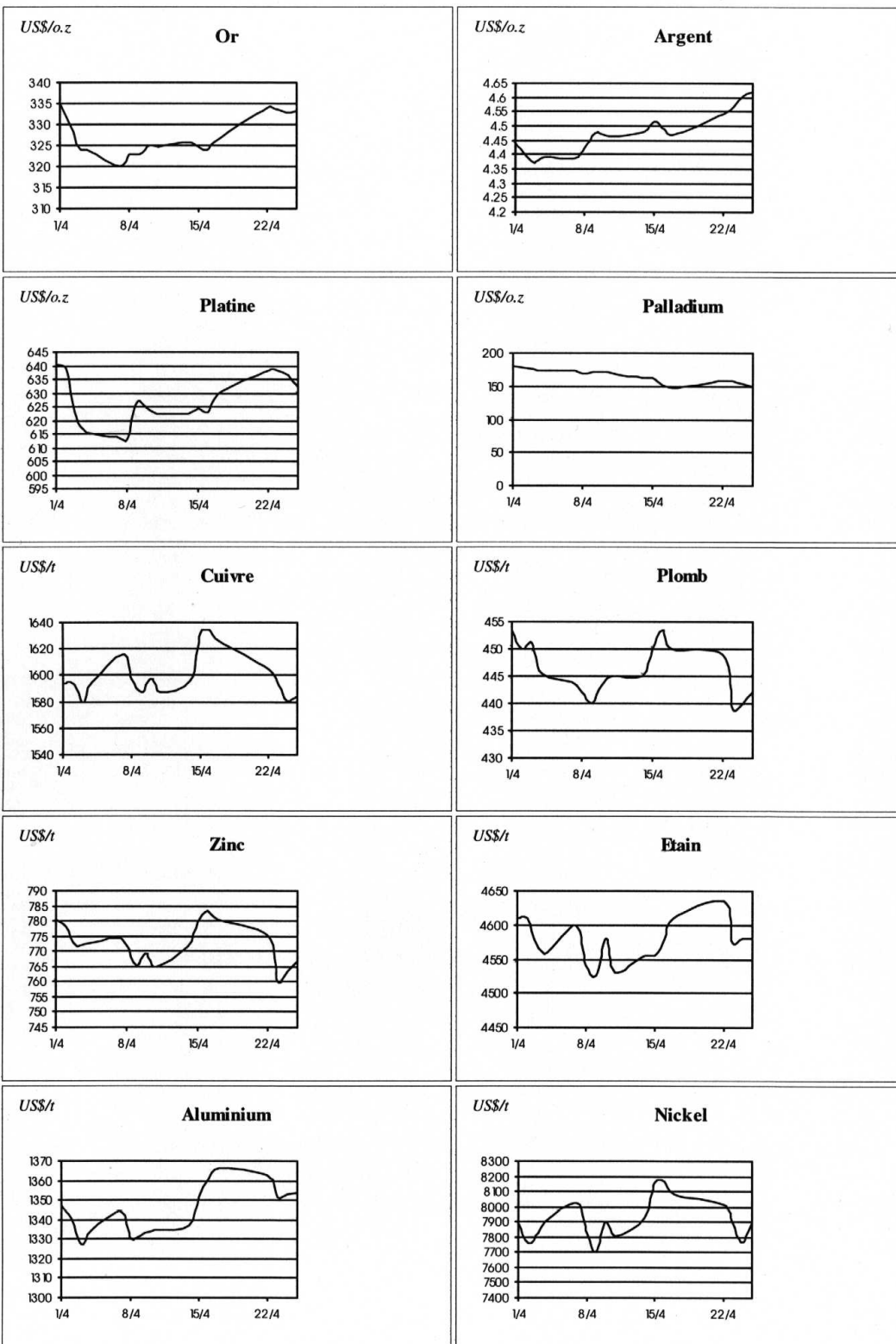
## Métaux de base et d'alliage (US\$/t) (London LME 3 mois)

	Rappel moyenne 1998	Rappel moyenne 1999	Rappel moyenne 2000	Rappel moyenne 2001	Rappel moyenne 2002	Moyenne mars 2003	Moyenne avril (25/04)	Tendance avril - mars
<b>Aluminium</b>	1365	1360	1550	1440	1365	1390	<b>1345</b>	- 3,23 %
<b>Cuivre</b>	1655	1575	1815	1580	1580	1680	<b>1600</b>	- 4,62 %
<b>Etain</b>	5510	5405	5445	4480	4090	4615	<b>4575</b>	- 0,87 %
<b>Nickel</b>	4650	6050	8540	5940	6745	8360	<b>7920</b>	- 5,27 %
<b>Plomb</b>	530	505	460	475	460	465	<b>445</b>	- 3,91 %
<b>Zinc</b>	1035	1085	1030	885	795	810	<b>770</b>	- 4,49 %

## État des Stocks (t) (LME)

	Fin 2000	Fin 2001	Fin 2002	Fin février 2003	Fin mars 2003	Fin avril (25/04)	Evolution avril - mars
<b>Aluminium</b>	321 850	821 850	1 241 350	1 232 100	1 252 775	<b>1 194 975</b>	- 4,61 %
<b>Cuivre</b>	357 225	799 225	855 625	823 650	812 950	<b>775 000</b>	- 4,67 %
<b>Etain</b>	12 885	30 550	25 610	19 460	24 865	<b>24 750</b>	- 0,46 %
<b>Nickel</b>	9 680	19 190	21 970	13 260	24 350	<b>21 050</b>	- 13,55 %
<b>Plomb</b>	130 650	97 700	183 900	177 275	182 265	<b>174 925</b>	- 4,03 %
<b>Zinc</b>	194 775	433 350	651 050	672 750	669 400	<b>679 100</b>	+ 1,45 %

# VARIATION DES COURS SUR LE MOIS (01 au 25 avril 2003)



# INFORMATIONS GÉNÉRALES

## 1. COURS ET TENDANCE

### Métaux précieux : bonne tenue de l'or et du platine alors que le palladium baisse encore

L'or se trouve tout près des 340 \$/once fin avril, soit à peu près au même niveau qu'à fin mars. Certains facteurs techniques, des marchés étroits et la baisse du dollar, ont contribué à faire remonter les cours qui étaient tombés autour de 320 \$/once début avril, sans doute à cause de la fin rapide du conflit en Irak. Cette remontée de fin de mois, qui s'est effectuée malgré la vente annoncée de 45 tonnes par la Banque centrale du Portugal, pourrait être mise à mal sur les marchés asiatiques si l'épidémie de SARS (pneumopathie atypique) continuait à progresser, mettant en cause le fonctionnement des marchés et des économies locales.

Le platine s'est également bien tenu et finit le mois à des niveaux proches de ceux de fin mars. Mais l'écart devient de plus en plus important avec le prix du palladium qui a baissé jusqu'à moins de 150 \$/once, soit le niveau le plus bas depuis mai 1997. Le palladium semble être revenu à son rôle traditionnel de sous-produit (ou co-produit) du nickel et du platine, très loin des sommets du début 2001 lorsqu'il avait atteint 1 100 \$/once. Mais le maintien du platine à des cours élevés de façon durable pourrait relancer à moyen terme l'intérêt des consommateurs pour le palladium, désormais beaucoup moins cher.

### Métaux de base : baisse générale des cours liée aux perspectives économiques décevantes

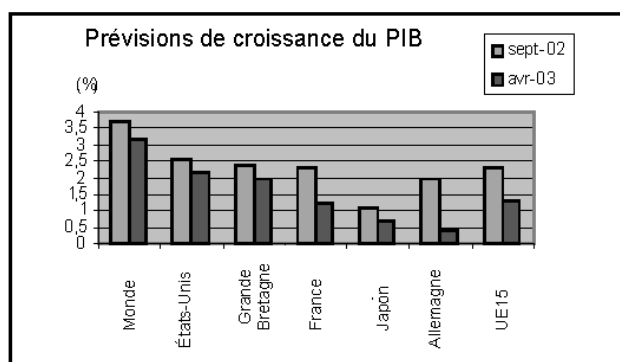
La baisse des prix des métaux est générale ce mois-ci, malgré la fin rapide de la guerre en Irak, car les perspectives économiques mondiales sont décevantes (cf. « Fondamentaux »).

Certains rapports mensuels récents des associations professionnelles de l'aluminium (États-Unis) et de cuivre (États-Unis et Japon) font état de baisses des commandes aux industriels, donc de baisses de la demande de produits tel que tôles d'aluminium, laminés et tréfilés de cuivre, etc...

L'épidémie de SARS – si elle devait s'aggraver – constitue un autre facteur d'inquiétude ; elle pourrait freiner la croissance de la Chine qui constitue depuis quelques années le principal soutien de la consommation mondiale de métaux.

(Mining Journal : 18-25/04/2003 ; [www.metal-pages.com](http://www.metal-pages.com))

sance du PIB, publiées par le FMI le 9 avril à la veille de la réunion prévue du G7, montrent à quel point l'économie mondiale est mal en point, même si les États-Unis s'en sortent mieux que l'UE des quinze et le Japon. Le graphique suivant compare ces dernières prévisions avec celles réalisées en septembre 2002.



## 2. FONDAMENTAUX

### Economie mondiale : morosité persistante pour 2003, espoirs de reprise en 2004 ?

Comme nous l'avions anticipé (cf. Ecomine de février), la guerre en Irak s'est achevée assez rapidement, sans avoir eu d'impact important sur l'économie américaine. Le fait que le prix du pétrole ait rapidement baissé autour de 25 \$ le baril et que les incertitudes géopolitiques se soient momentanément apaisées a contribué de façon non négligeable à redresser quelque peu les marchés financiers en déroute. Mais, en ce qui concerne l'économie américaine, ces facteurs ne présentent pas un poids vis-à-vis des fondamentaux qui, pour de nombreux observateurs, continuent à se dégrader.

Les dernières prévisions de crois-

Aux États-Unis, les entreprises ont initié depuis 2001 un vaste mouvement d'assainissement de leurs situations économiques et financières. Ainsi, alors que sur la période 1996-2000 l'investissement industriel a augmenté de 10 % l'an, il a baissé de 5,5 % l'an sur 2001-2002. Malgré ce retournement brutal, l'utilisation des capacités industrielles continue d'être très faible et, globalement, les entreprises sont toujours en déficit. La reprise de l'investissement des entreprises n'est donc pas pour demain et la phase de réajustement post-bulle des « high-tech » se poursuit. Du côté des consommateurs américains, principaux soutiens de la croissance du pays, la situation n'est également pas brillante, bien que l'épargne des ménages ait recommencé à augmenter. Quant au marché de l'immobilier, il commence à marquer le pas après de fortes hausses des prix. Selon le FMI, il existe 40 % de probabilité pour que

le marché immobilier américain (la même chose est vraie pour la Grande Bretagne) entre en récession. Et si jamais cela se produit, les conséquences seraient plus graves que la chute des Bourses entamée il y a trois ans. Depuis 2-3 ans aussi, la Fed et le gouvernement américain mettent en œuvre des mesures monétaires et fiscales pour relancer l'économie. Du côté monétaire, avec un taux de 1,25 % sur les fonds fédéraux, la Fed ne peut plus grand chose sur le court terme à moins de mettre en danger le dollar. Par contre, la Banque Centrale envisage d'accroître ses achats d'emprunts d'État à long terme (10 ans) pour contrôler, au moins partiellement, l'évolution des rendements longs qui sont la source majeure de financement de l'économie et dont la dérive aurait des effets désastreux sur l'activité économique. Du côté fiscal, de nouvelles baisses d'impôt seront mises en œuvre par l'administration Bush pour relancer l'activité, au risque de creuser encore plus le déficit des comptes courants américain qui dépasse déjà les 5 % du PIB.

Alors que l'activisme économique des autorités américaines est critiqué par certains observateurs, notamment européens, au nom des sacro saints équilibres que défend le « Pacte de stabilité et de croissance » européen, on peut se demander si ce dernier rend vraiment service à certains pays comme l'Allemagne, obligée d'augmenter les impôts et de réduire les dépenses alors qu'elle a déjà un pied dans la récession. En tout cas, ni l'Europe, ni le Japon, que quatre années consécutives de baisses des prix ont installé durablement dans la déflation, ne semblent actuellement capables de prendre la relève des États-Unis comme locomotive de la croissance économique mondiale.

(*The Economist* : 12-18/04/2003 ;  
*La Tribune* : 07/04/2004)

### 3. DOSSIERS ET FAITS D'ACTUALITÉ

#### Nickel : feu vert au démarrage de Voisey's Bay

Après réception de l'étude de

faisabilité du consultant SNC Lavalin, Inco a décidé de démarrer le développement du gisement de nickel géant de Voisey's Bay, situé dans la province canadienne du Labrador. L'investissement total pour la 1<sup>ère</sup> phase des opérations (2006-2011) est de 776 M\$, avec une marge de précision de + 15 % à - 5 %.

La première phase des opérations comporte la construction d'une mine à ciel ouvert et d'une laverie de 6 000 t/jour qui produira trois types de concentrés : nickel, cuivre, cobalt. Ces concentrés seront traités dans les fonderies d'Inco situées dans les États d'Ontario et du Manitoba. La mine et la laverie représentent 582 M\$ d'investissement, auxquels s'ajouteront 47 M\$ liés aux sites de manutention et de stockage des concentrés situés près des fonderies. Toujours dans cette phase 1, Inco va affecter 134 M\$ sur un programme de recherche et développement d'un procédé hydrométallurgique permettant de traiter les concentrés sur place au cours de la phase 2 du projet, après 2011. Enfin, 13 M\$ supplémentaires seront dépensés pour l'exploration en incluant le développement des réserves en souterrain, qui seront exploitées au cours de la phase 3 du projet.

Sur l'ensemble de la vie de la mine, estimée à 30 ans, la production moyenne annuelle sera d'environ 50 kt de nickel, 39 kt de cuivre et 2,3 kt de cobalt. Le coût opératoire moyen du nickel sera de 1,10-1,15 \$/lb (environ 2 500 \$/t), en incluant la recette provenant des sous produits (cuivre et cobalt). Selon les projections d'Inco, en assumant un prix moyen de 3 \$/lb pour le nickel (6 614 \$/t), 0,9 \$/lb pour le cuivre (1 984 \$/t) et 7 \$/lb pour le cobalt, le TRI (taux de rentabilité interne) du projet se monte à 15 %. Le calcul prend en compte un coût du pétrole de 26,8 \$/baril et un taux de change de 1,52 \$ canadiens pour 1 US\$.

Par ailleurs, les résultats de l'audit sur Goro sont attendus prochainement ; il semblerait que le dépassement des coûts par rapport aux prévisions initiales soit moins important que prévu.

(*Mining Journal* : 28/03/2003)

#### Norilsk : approbation du plan stratégique d'investissements jusqu'en 2015

Le conseil d'administration de Norilsk a approuvé le plan de production courant jusqu'en 2015, selon lequel la production annuelle de nickel devrait augmenter à 240 kt (contre 218 kt actuellement), celle de cuivre baisser à 420 kt (454 kt en 2002) et celle des PGM rester à peu près stable. Rappelons que dans le chiffre d'affaires de 3,2 milliards de dollars obtenu en 2001, le palladium a représenté 33 %, le nickel 27 %, le cuivre 19 % et le platine 14 %. Le plan de production nécessitera des investissements annuels de 300-400 M\$ sur la période 2003-2005 et 300-450 M\$ annuels sur 2006-2015.

Actuellement, Norilsk contrôle deux sites miniers et métallurgiques (Norilsk et Talnakh) situés dans la péninsule de Taymyr, à l'extrême nord de la région de Krasnoïarsk et deux autres sites (Severonickel et Petchenganickel) dans la péninsule de Kola, non loin des frontières norvégienne et finlandaise.

Les deux premiers sites représentent environ 90 % de la production minière de Norilsk, en particulier grâce aux mines Otkiyabrskiy et Taymyrskiy qui produisent du minerai riche en nickel et en PGM. Environ 125 M\$ (sur les montants annuels précités) seront dépensés pour faire passer la production annuelle de ces gisements à 14 Mt (contre 13,6 Mt actuellement) et pour le développement du gisement profond de Skalistaya qui est aussi riche en nickel et PGM. Un autre poste important de dépenses concerne la modernisation des concentrateurs (laveries). En septembre 2001 déjà, Norilsk avait annoncé la signature avec Outokumpu de contrats (250 M\$) pour la construction d'une nouvelle laverie à Norilsk et pour augmenter la capacité de celle de Talnakh. Ces installations modernes devraient permettre à la compagnie de traiter, selon les besoins du marché et les prix des métaux, plus de minerai disséminé ainsi que des tailings riches en PGM provenant de l'ancienne exploitation. Car les sites de la péninsule de Kola devraient voir leur production de minerai baisser, de 6,4 Mt actuellement à 6,0 Mt. Un investissement annuel d'environ 25 M\$ est prévu

pour le développement du gisement profond de Severny – Gluboky. Des investissements significatifs sont également prévus d'ici 2006 sur les laveries et les fonderies de nickel de Kola, avec l'appui financier de la Nordic Investment Bank norvégienne, pour réduire de 90 % les émissions de dioxyde de soufre dans la région.

Les investissements dans la métallurgie de Norilsk devraient représenter environ 400 M\$ répartis sur 5 ans. En janvier 2002, la société avait annoncé la reconstruction de la fonderie de Nadezdha par Outokumpu. Point à souligner, la compagnie met beaucoup d'espoir dans les développements d'ici à 2005 d'une nouvelle technique de flottation qui augmenterait la récupération de PGM de 1 à 5 % et d'un procédé hydrométallurgique d'extraction de métaux à partir d'une matte enrichie. Une somme de 12 M\$ sera affectée à la phase pilote et, si ces technologies peuvent devenir opérationnelles et rentables, l'investissement pour les appliquer nécessitera environ 600 M\$.

*(Mining Journal : 04/04/2003 ;  
Platinum 2002, Johnson Matthey ;  
RMG Data Base 2001)*

### **Minerai de fer : la prise de contrôle du producteur Caemi par CVRD accentue la tendance oligopolistique du secteur**

L'annonce par CVRD d'un accord avec Mitsui pour le rachat des 50 % du groupe japonais dans Caemi Mineração e Metalúrgica (CVRD a maintenant 60 %), payés 426 M\$, ne contribuera certainement pas à apaiser les inquiétudes des sidérurgistes mondiaux devant le pouvoir de négociation toujours croissant de l'« oligopole du minerai de fer ». Constitué de CVRD, Rio Tinto et de BHP-Billiton, cet oligopole contrôle 70 % du commerce mondial de minerai de fer. Mais pour que cette acquisition soit officielle, il faut encore que CVRD obtienne l'approbation des autorités brésiliennes et, probablement plus délicat, celle des commissions de la concurrence de Bruxelles.

Dans ce but, CVRD met en avant les synergies, évidentes dans le domaine de la logistique et des

transports de minerai, entre ses actifs, ceux de la filiale à 84,75 % de Caemi, Mineracoes Brasileiras Reunidas qui est n° 4 mondial des producteurs de minerai de fer (33,3 Mt vendues l'an dernier dont 83% à l'exportation) et ceux de Ferteco, autre mineur de fer brésilien déjà sous contrôle. En particulier, MBR, qui a des réserves prouvées de 634 Mt de minerai hématitique et de 305 Mt de minerai itabiritique, constitue un « joyau » pour CVRD.

De son côté, Mitsui va acquérir auprès de Bradespar (filiale d'investissement de la banque privée Bradesco) 15 % de Valepar SA (holding contrôlant CVRD), payés 830 M\$, et devenir le partenaire stratégique du brésilien. En fait, Mitsui gagne sur de nombreux tableaux. Devenu actionnaire à hauteur de 4 % de CVRD, il siège maintenant à CVRD et à Valepar SA, situation favorisant un renforcement de son influence sur le marché mondial des minerais de fer (c'est le n° 4 mondial grâce à l'appoint de plusieurs participations minoritaires dans des mines australiennes managées par Rio Tinto et BHP) et favorisant également la préservation de ses intérêts en cas d'OPA venant des autres majors, BHP-Billiton et Rio Tinto. Par ailleurs, il agit comme le représentant de la sidérurgie japonaise face aux producteurs de minerai de fer en assurant le ravitaillement des aciéristes nippons à des prix aussi compétitifs que possible.

À l'horizon 2010, CVRD souhaiterait poursuivre sa diversification pour réduire de 60 à 50 % la place qu'occupe le minerai de fer dans ses ventes, en particulier dans le cuivre. Ce choix n'est pas un hasard car Mitsui y possède également des intérêts (ainsi que dans la logistique et l'énergie).

*(Financial Times : 02/04/2003 ;  
Metal Bulletin : 10/04/2003 ;  
Mining Journal : 04/04/2003)*

### **Lancement de l'OPA d'Xstrata sur l'australien MIM Holdings**

Le lancement de l'OPA d'Xstrata sur MIM, au début de la seconde semaine d'avril, ne constitue pas vraiment une surprise puisque les deux sociétés étaient déjà officiellement en pourparlers depuis plusieurs mois. L'offre d'Xstrata pour 100 % de MIM,

approuvée par la majorité du board de ce dernier (avec l'exception notable de son directeur général), est de payer un montant équivalent à 2,07 milliards d'US\$ et de récupérer la dette de MIM estimée à environ 894 M\$, soit un total de 2,96 milliards d'US\$.

Pour que l'OPA aboutisse, le délai étant fixé à fin septembre 2003, il faudra encore qu'elle obtienne l'approbation des actionnaires de MIM et d'Xstrata, ainsi que celle de la Cour Suprême du Queensland. L'offre d'Xstrata valorise MIM à 1,72 \$ australiens l'action, ce qui correspond au bas de la fourchette de A\$ 1,70-2,24 estimée pour le compte de MIM par un consultant indépendant. Mais l'offre d'Xstrata présente l'avantage, pour les actionnaires de MIM, d'être faite en cash et non en actions.

Xstrata, dont l'actionnaire principal est Glencore (38,5 %), souhaite financer son OPA principalement grâce à l'émission (post – OPA) d'obligations convertibles en nouvelles actions de la société à hauteur de 1,4 milliards d'US\$.

L'acquisition de MIM permettrait à Xstrata de se renforcer et de se diversifier à la fois géographiquement et du point de vue des minéraux et métaux produits :

- dans le *charbon*, MIM contrôle des réserves importantes de charbon à coke (Oak Creek) et de charbon thermique (Collinsville, projet Rolleston dans le Bowen Basin, Queensland). La production actuelle de MIM sur ces gisements est d'environ 8 Mt de charbon à coke et de 9 Mt de charbon thermique qui viendront renforcer les actifs charbon d'Xstrata hérités de Glencore ;
- dans le *cuivre*, MIM contrôle le gisement de Ernest Henry, la fonderie de Mount Isa et la raffinerie de Townsville, Queensland. En 2002, MIM a produit 228 kt de cuivre cathode, 254 kt de cuivre en concentrés marchands, ainsi que 452 000 onces d'or (env. 14 t) sous forme de doré ou contenues dans les concentrés de cuivre. De plus, MIM contrôle 50 % de la mine argentine de Bajo de Alumbrera qui lui ont procuré 102 kt de cuivre en



concentrés et 377 000 onces d'or (11,7 t en doré et concentrés) en 2002 ;

- dans le *plomb-zinc*, MIM possède des mines dans la région de Mount Isa (Mt Isa, George Fischer, Hilton) qui produisent environ 182 kt/an de zinc en concentrés. Au Canada, MIM contrôle 75 % du grand gisement de Mc Arthur River. La société possède également des fonderies et raffineries de zinc et de plomb en Australie, au Royaume Uni (mais plus en Allemagne). Au cours de l'année fiscale s'achevant à mi-juin 2002, MIM a vendu 406 kt de zinc, 274 kt de plomb et 16,4 Moz d'argent (510 t). Ces actifs viendront renforcer le secteur zinc d'Xstrata hérité de Asturiana et, récemment, de Metaleurop.

La fusion avec MIM fera pratiquement doubler la capitalisation boursière d'Xstrata à environ 4 milliards de dollars, ce qui est considérable mais tout de même encore loin des trois majors de l'industrie minière (BHP, Rio Tinto et Anglo American).

Du point de vue stratégique, on peut faire les remarques suivantes :

- la nouvelle société Xstrata (post-fusion) verra baisser la contribution des actifs sud-africains au résultat opératoire de 43 % à 18 % (référence chiffres 2002) tandis que celle des actifs australiens passera de 40 % à 54 % et que celle des actifs latino-américains passera de 0 à 23 % ;
- MIM apportera à Xstrata deux segments d'activité nouveaux, le cuivre et le charbon à coke, présentant des fondamentaux de marché plutôt meilleurs que les activités principales actuelles d'Xstrata qui sont le zinc et le charbon thermique. Enfin, la fusion avec MIM permettra également d'augmenter la part des ventes d'Xstrata vers l'Asie, secteur clé pour le futur des minéraux et métaux, de 38 % à 43 %.

(*Metal Bulletin* : 10-14/04/2003 ;  
*Mining Journal* : 11/04/2003 ;  
*Analyse BRGM*)

### **Péchiney : nouveaux développements en Afrique du Sud et Russie**

Péchiney poursuit ses discussions

en vue de boucler le tour de table concernant les participations dans le projet de fonderie d'aluminium de Coega, situé en Afrique du Sud. L'aluminier français a indiqué depuis longtemps qu'il souhaite conserver 35 à 45 % du capital de la future fonderie de capacité 460 kt/an. Le fournisseur d'électricité sud-africain Eskom et l'agence d'État IDC seraient preneurs d'une participation de 25 %, mais pour les 30-40 % restants, l'incertitude demeure. Selon Eskom, Péchiney poursuivrait des discussions avec un partenaire industriel, ayant des intérêts dans l'aluminium et l'alumine, qui n'a pas été nommé. Par ailleurs, des sociétés liées au « black empowerment » sud-africain pourraient également prendre des participations dans le projet.

Péchiney poursuit actuellement des discussions avec SUAL, second aluminier russe, en vue d'un partenariat stratégique dans le futur projet de Timan dont le coût est estimé à environ 2 milliards de dollars. Le projet prévoit une expansion de 0,7 Mt/an de la mine de bauxite de Timan (actuellement à 3-4 Mt de bauxite/an), et la construction d'une usine d'alumine de 1,4 Mt ainsi que d'une fonderie d'aluminium de 0,3-0,5 Mt/an. Si la faisabilité de ce projet, pour lequel SUAL a lancé un appel d'offre plus tôt dans l'année, s'avère positive, Péchiney pourrait prendre une participation minoritaire pouvant atteindre 35-40 % dans le « Timan futur » qui resterait contrôlé par SUAL.

La réalisation du projet de Timan pourrait permettre à la Russie de réduire son déficit en alumine, la production nationale devant augmenter d'ici 2007 de 1,4 Mt, pour atteindre 4,8 Mt. Conséquence, les importations russes d'alumine devraient diminuer d'ici quatre ans, des 4,3 Mt actuellement vers 3 Mt.

(*Metal Bulletin* : 20/03/2003,  
10/04/2003 ; *Mining Journal* :  
11/04/2003)

### **Acier : les propositions de cotation au LME ne soulèvent pas l'enthousiasme de l'industrie**

Début avril, le LME a rendu public ses propositions de contrats sur l'a-

cier, qui pourraient, une fois finalisées, devenir des contrats de type « futures » régulièrement cotés au LME comme c'est le cas des métaux de base et des métaux précieux. Pour tenir compte à la fois de la diversité des produits de la sidérurgie mondiale et de l'importance de zones géographiques particulières dans la consommation, du commerce et de la formation des prix des produits de l'acier (voir Eco-Note du mois), le LME propose trois contrats :

- un contrat concernant la zone Nafta (Amérique du nord) pour les coils laminés à chaud (HRC). Sur cette zone, le marché des HRC est estimé à environ 60 Mt/an et les produits sont assez standardisés (normés). De plus, ce marché est animé par de nombreux négociants indépendants des producteurs. Les lots individuels sur ce contrat pourraient être de 100 short tons d'acier ;
- un second contrat pour les HRC concerne une zone Europe élargie (UE 15 + CEI jusqu'à l'Oural + Maghreb). Ce marché est plus vaste que celui du Nafta mais les produits sont moins standardisés ; d'autre part, la proportion d'acier commercialisée sous forme spot est moins importante, donc le marché est moins élastique. Ici, les lots individuels proposés pourraient être de 100 tonnes métriques ;
- un troisième contrat porterait sur les produits longs (barres ou billettes, ce n'est pas encore décidé) et est décrit par le LME comme portant sur le marché de l'Eurasie. Il concerne, avant tout, les produits exportés par la CEI et le Proche Orient vers les marchés d'Extrême Orient et au sud de Suez, Afrique comprise. Ce marché est estimé à plus de 25 Mt, dont 90 % sont vendus spot. Les lots seraient également de 100 tonnes métriques.

L'ensemble de ces « futures » pourrait, selon l'idée de LME, courir sur 24 mois avec des échéances mensuelles. Il y a toutefois une différence importante avec les contrats sur métaux de base car il n'y aura pas de stocks LME d'acier (ces produits ne supportant pas le stockage) mais des « points de livraisons » des produits qui seront spécifiés

dans chaque contrat.

Alors que le LME souligne qu'il s'agit là seulement de propositions préliminaires et que l'idée de contrats sur l'acier ne peut être que bénéfique pour l'industrie dans son ensemble dans la mesure où ces contrats diminueraient la volatilité notoire des prix de l'acier, les organisations professionnelles, les industriels et les négociants du secteur ont réagi dans leur ensemble de façon assez mitigée aux propositions de Londres.

L'ISI (Iron and Steel Institute) a décidé de ne pas appuyer l'initiative du LME, dans la mesure où ses membres sont très divisés sur le sujet. Du côté américain, des sociétés comme Nucor sont résolument opposées, alors que de nombreux analystes et négociants y sont favorables. En Europe, Arcelor adopte une position d'attente, alors que Corus est très favorable au projet du LME. Mais c'est surtout d'Allemagne que vient le scepticisme : en effet, sur le marché allemand de l'acier, qui est de loin le

plus important de l'UE 15 avec une production de 37 Mt 85-90 % des produits en acier qui sont commercialisés par les quatre grands distributeurs ou deux tiers de la production totale d'acier du pays, sont «customisés» (adaptés aux) suivant les besoins particuliers de chaque client. Le prix de ces produits apparaît ainsi «unique» et donc peu identifiable à un quelconque produit de référence cotable au LME.

Il reste encore du chemin à parcourir au LME pour convaincre les acteurs multiples de la sidérurgie mondiale. Affaire à suivre... .

*(Metal Bulletin : 03-10/04/2003 ; Analyse BRGM)*

### **Pressions sur les prix de l'alumine et du minerai de fer**

La demande chinoise continue à faire grimper les prix spot de l'alumine, qui approchaient les 300 \$/t à la mi-avril. Les producteurs d'alumine australiens et des pays des Caraïbes (Venezuela, Jamaïque) sont

les principaux bénéficiaires de cette demande effrénée. À ce niveau de prix, qui représente environ 20 % du prix de l'aluminium au LME, de nombreux fondeurs d'aluminium sont pris en étau entre le coût élevé de la matière première et le faible prix du métal. Cependant, de nouvelles capacités de production d'alumine devraient entrer en production assez rapidement en Australie, États-Unis, Brésil et Chine et pourraient modifier cette tendance (cf. article des Informations Sectorielles).

Les négociations entre producteurs et consommateurs de minerai de fer pour la fixation des prix du minerai en 2003 entrent dans leur phase finale. Pour les aciéristes européens, il semble que la hausse des prix du minerai par rapport à 2002 pourrait être de l'ordre de 5-6 %, donc assez loin des 10 % exigés au début des négociations par le cartel des trois producteurs majeurs de minerai de fer.

*(Metal Bulletin : 03-10/04/2003)*

# INFORMATIONS SECTORIELLES

## 1. MÉTAUX DE BASE

### ALUMINIUM

#### Le marché de l'alumine est déjà passé en déficit

Malgré le marasme économique notamment marqué sur le marché de l'aluminium au niveau des transports, le marché de l'alumine serait passé en déficit au dernier trimestre 2002, préparant le terrain à la hausse du début 2003 et aux cours actuels, 270 \$/t fob Australie et 300-320 \$/t cif Chine. D'où un ralentissement des importations chinoises dont le rythme aurait baissé d'un tiers en début d'année, soit de 450 à 300 kt/mois. Néanmoins, le niveau du prix incite l'américain Ormet Corp à reprendre l'activité à sa raffinerie de Burnside tandis que le déficit actuel et la perspective de la reprise continuent de générer ou de relancer des projets de hausse des capacités de production (tabl. 1). Ces huit projets représentent l'arrivée de près de 6,2 Mt d'alumine d'ici 4-5 ans.

un certain nombre d'indéterminations, à commencer par le bouclage de l'actionariat et du financement.

(*Les Echos* : 04/04/2003 ;  
*Metal Bulletin* : 24-27-31/03/2003,  
03-10/04/2003 ;  
*Mining Journal* : 11-18/04/2003 ;  
*Platt's Metals Week* : 24-31/03/2003)

#### Des producteurs occidentaux pris en tenaille

Les difficultés rencontrées par les producteurs d'aluminium primaire de certains pays occidentaux sont toujours d'actualité, à base d'étranglement entre la faiblesse du prix, qui résiste au dessus des 1 300 \$/t sur le LME, et le relèvement du coût de l'énergie à l'exemple du phénomène de la région « Pacifique nord-ouest » des États-Unis (cf. Ecomine de mars). Désormais, la hausse du prix de la matière première, l'alumine (cf. article précédent), semble devoir précipiter les réductions de production, voire les fermetures « provisoires » car ces producteurs n'ont plus aucune marge de manœuvre.

Aux États-Unis, Golden Northwest

faillites mais espérant pouvoir redémarrer, la menace du non renouvellement du contrat d'énergie par la Bonneville Power Administration est synonyme de mort assurée. En Nouvelle Zélande, c'est la hausse du prix spot de l'énergie qui a justifié que New Zealand Aluminium Smelters (79 % Comalco, 21 % Sumitomo Chemicals) réduise son objectif de production de 30 000 t sur une capacité de 330 000 t/an. À pleine capacité, NZAS complète son batch d'électricité contractualisée par des achats spot dont le coût rapporté à la tonne produite est supérieur au prix LME du métal. Enfin, au Royaume-Uni, ce sont les revendications salariales qui risqueraient de porter le coup fatal : c'est le cas à la fonderie Alcan de Lynemouth, où la direction a aussitôt mis en jeu l'avenir de l'usine (160 000 t/an) si sa contre-proposition n'était pas acceptée, alors même qu'une hausse de capacité est en cours.

Pendant ce temps (cf. Ecomine de janvier à mars), les capacités des pays « élus » de l'aluminium (Afrique du sud, Australie, Brésil, Canada, Islande, pays du Golfe Persique à l'exemple récent du projet du Qatar et, à part, Chine où les derniers impétrants du développement sont Mianchi et Yuci Hengyu) continuent de se développer. Sans oublier qu'au Mozambique la fonderie de Mozal (BHP-Billiton) va tourner à sa nouvelle pleine capacité (506 000 t/an) dès la fin de l'année, avec cinq mois d'avance, et que la Russie, la Norvège ou l'Inde (hausses chez Nalco et Indal) entendent aussi conserver leurs fortes positions.

(*Metal Bulletin* : 27-31/03/2003,  
03-07-10-14/04/2003 ;  
*Mining Journal* : 18/04/2003 ;  
*Platt's Metals Week* : 24-31/03/2003,  
07/04/2003)

Société	Opérateur (principal)	Pays/région	Site	Capacité actuelle (kt)	Capacité ajoutée (kt)	Planning opérationnel
Alcoa World Alumina	Alcoa	États-Unis : Texas	Point Comfort	1 800	500	mi-2003
Alpart	Kaiser Aluminium	Jamaïque	Essex Valley	1 450	200	indéterminé
Jamalco	Alcoa - Etat	Jamaïque	Woodside	1 000	250	fin 2004
Nalco	Etat	Inde : Orissa	Damanjodi	1 570	2 100	début 2005 ?
Tulcea	Bali Group	Roumanie		400	400	mi-2003
Projet Aurukun	Péchiney	Australie : Queensland	indéterminé	0	1 500	fin 2005 ?
Projet Az Zabirah	Maaden	Arabie Saoudite	indéterminé	0	1 400	indéterminé
Projet Kalimantan	PT Aneka Tambang	Indonésie : Kalimantan	Antam	0	indéterminée	indéterminé

Tabl. 1 - Point des expansions de capacité de production d'alumine.

On notera que pour Nalco, la hausse de capacité a été entérinée alors que l'opération d'ouverture - privatisation du capital est en cours tandis que pour Tulcea le projet vient après un redémarrage de la production arrêtée en novembre dernier suite à un désaccord intervenu avec les nouveaux propriétaires de la fonderie Alro, leur unique débouché. Enfin, les projets de type greenfield comportent

vient de jeter l'éponge un mois après avoir ramené à 12 000 t/an la production de Goldendale (Washington), après 48 000 t/an et alors que la capacité y est de 168 000 t/an et que la production dans son autre fonderie de The Dalles (Oregon) est arrêtée. Dans le cas de Longview Aluminium (Washington), mis sous protection du chapitre 11 de la loi s'appliquant aux

## Regroupement de producteurs chinois

Début avril était annoncée l'alliance stratégique de producteurs chinois d'aluminium sous la bannière de la China Aluminium Group. Ils seraient environ 60 producteurs représentant 70 % de la production nationale de métal primaire, dont le leader Chalco, c'est-à-dire 100 % de la production d'alumine. La justification de l'action serait d'accroître un certain contrôle à la fois sur le marché intérieur et sur le marché international, mais la dimension quasi-nationale de la démarche et sa connotation protectionniste surprennent dans le contexte de la récente entrée de la Chine à l'OMC. Parmi les principaux problèmes rencontrés par les industriels, on peut citer la flambée du prix de l'alumine importée (cf. articles précédents), les coupures d'énergie électrique qui ont affecté les unités de production de plusieurs provinces (Guizhou, Yunnan, Sichuan, Qinghai) et le projet du gouvernement de fermer toutes les unités obsolètes de capacités inférieures à 50 000 t/an d'ici 2005. Officiels et industriels se seraient mis d'accord sur un 1<sup>er</sup> contingent d'unités, représentant 450 000 t/an de capacité, qui fermeraient d'ici la fin 2003. Certaines opportunités de fusion des capacités productives et financières pourraient être un moyen d'éviter la petite collapse socio-économique qu'entraînerait l'application aveugle de la directive qui concerne environ 85 usines utilisant la vieille technologie Söderberg (très énergivore, de mauvais rendement et polluante).

(*Metal Bulletin* : 10/04/2003 ;  
*Mining Journal* : 11/04/2003 ;  
*Platt's Metals Week* : 31/03/2003 ; 07/04/2003)

## Production arrêtée à Auzat avec quatre mois d'avance

Fin janvier, Péchiney dévoilait un plan de restructuration de ses usines de production françaises se soldant par la fermeture programmée de plu-

sieurs unités. Les choses se sont précipitées pour l'usine ariégeoise d'Auzat (48 000 t/an, 214 emplois). Suite à un accident mortel par électrocution survenu à l'atelier d'électrolyse, les responsables de Péchiney ont pris la décision de fermer le site avec plusieurs mois d'avance. Bien qu'accusant le coup, les syndicats veulent croire à la construction d'une usine moderne « sur l'exemple sud-africain ».

(*La Tribune* : 20/03/2003 ; *Le Figaro* : 20/03/2003 ; *Metal Bulletin* : 24/03/2003 ; *Platt's Metals Week* : 24/03/2003)

## CUIVRE

### Bilans chez le n° 1 mondial Codelco

Le groupe minier chilien Codelco, n° 1 mondial du cuivre, a déclaré pour 2002 un profit avant impôts de 370 M\$, en baisse de 10 % par rapport au chiffre 2001. Le groupe d'État a produit 1,63 Mt, soit une baisse volontaire d'environ 4 % par rapport à 2001. D'après le détail des productions par mine (tabl. 2, récapitulatif), seules Radomiro Tomic et El Abra (opérée par Phelps Dodge) ont enregistré un résultat supérieur. Par contre, le coût opératoire moyen est passé de 40,7 à 41,1 cts/livre.

Productions des mines en tonnes de métal contenu	rappel 2001	2002	évol.% 01-02
Andina	253 800	219 000	-13,7
Chuquicamata	642 000	597 000	-7,0
El Abra 49 %	107 000	110 000	2,8
El Teniente	356 000	334 000	-6,2
Radomiro Tomic	260 500	297 000	14,0
Salvador	81 000	73 000	-9,9
total	1 700 300	1 630 000	-4,1

**Tabl. 2 - Production minière de cuivre 2002 de Codelco.**

Codelco aurait vendu 1,82 Mt de cuivre (en tirant donc sur le stock) dont la répartition montre un flux croissant vers l'Asie (45 % contre 35 % en 2001) venant compenser un flux décroissant vers l'Amérique du nord (14 % contre 28 %) et un flux stable vers l'Europe (30 %). C'est évidemment la Chine qui est devenue le

moteur de la demande asiatique (20 % à elle seule) et un enjeu fondamental pour l'avenir de Codelco.

Pour 2003, l'objectif de production visé est de 1,7 Mt. Rappelons que pour lutter contre la surabondance de l'offre, Codelco, après avoir procédé à tonnage égal et teneurs plus faibles (cf. *Ecomine* janvier 2002), a choisi la solution de revenir aux teneurs habituelles tout en conservant un rythme presque normal, mais de stocker une partie de la production en attendant... que les stocks mondiaux reviennent à un niveau vers 0,8 Mt. Ainsi, Codelco a déclaré qu'il avait déjà stocké 60 000 t depuis le début de l'année sur un total prévisionnel de 200 000 t.

Néanmoins, le groupe a trois projets de développement à court terme. Ce sont la construction d'une fonderie et raffinerie de capacité 1,14 Mt/an à Mejillones (en fait, l'augmentation réelle de capacité pour le groupe correspond à la moitié de ce chiffre), l'augmentation de la production à la mine d'El Teniente qui devrait passer à 480 000 t/an vers 2004-2005 et le développement du gisement d'oxydés de Gaby (cf. *Les États*).

(*Metal Bulletin* : 24/03/2003, 14/04/2003 ;  
*Platt's Metals Week* : 24/03/2003, 07/04/2003)

### BHP-Billiton optimise les ressources d'Escondida, 1<sup>er</sup> gisement mondial

Inaugurée le 1<sup>er</sup> avril, la phase 4 d'extension du gisement de cuivre chilien d'Escondida a porté sa capacité de 0,85 à 1,25 Mt/an, permettant de baisser le coût opératoire sous 40 cts/livre à l'horizon 2004 ; toutefois, l'objectif de production 2003 a été volontairement limité par l'opérateur BHP-Billiton à

1,05 Mt. En outre, Minera Escondida projetait de traiter des minerais et « stériles » basses teneurs par bio-lixiviation (cf. *Ecomine* de janvier). L'objectif de rendement ne semble pas s'être arrêté là car il serait question d'ajouter un circuit de retraitement des tailings rejetés par l'unité de flottation de Rougher qui traite le minerai. Ce procédé permettrait

de produire 50 000 t/an d'un concentré à 30-33 % de cuivre. Le coût du projet étant évalué à 73 M\$ et sa construction nécessitant 13 mois, son lancement va dépendre de l'évolution du marché à court terme. Dans la meilleure hypothèse, le dispositif pourrait être opérationnel à partir de novembre 2004.

*(Metal Bulletin : 24/03/2003 ; Mining Journal : 04/04/2003 ; Platt's Metals Week : 24/03/2003, 07/04/2003)*

### **BHP-Billiton démarre son projet chilien Spence**

BHP-Billiton a choisi la compagnie qui va construire les premières installations de son projet à cuivre de Spence, situé dans le désert d'Atacama (nord du Chili). L'investissement initial est évalué à 800 M\$ pour l'exploitation de ce gisement d'oxydés (400 Mt à 1 % Cu) à ciel ouvert (50 000-65 000 t/j) avec récupération du métal par lixiviation en tas suivie d'une électrolyse (200 000 t/an de cuivre cathode). Mais avant son véritable lancement prévu vers 2005, la mise au point du procédé minéralurgique et la révision de l'étude de faisabilité seront nécessaires.

*(Metal Bulletin : 24/03/2003)*

### **Retrait de BHP-Billiton et valse d'actionnaires à la mine argentine d'Alumbrera**

BHP-Billiton, après Rio Tinto (cf. Ecomine de janvier), a vendu sa part de la mine argentine de Bajo de Alumbrera qui a produit dans sa dernière année fiscale (à fin juin 2002) 200 000t de cuivre et 23,6t d'or. Un mois auparavant, ses actionnaires étaient MIM Holdings sur lequel Xstrata a lancé une OPA (50 %), Rio Tinto via l'absorption de North (25 %) et BHP-Billiton via l'absorption de Rio Algom (25 %). Après le rachat des 25 % de Rio Tinto par le canadien Wheaton River Minerals (180 M\$), le rachat des 25 % de BHP-Billiton (180 M\$) a été conclu par WRM en association à parts égales avec son compatriote Northern Orion Explorations. NOE, qui a racheté en février à BHP-Billiton sa part du gisement voisin à Cu-Au-Mo d'Agua Rica, a l'ambition de devenir un acteur moyen du cuivre.

*(Metal Bulletin : 24-27/03/2003, 14/04/2003)*

## **ÉTAIN**

### **Paranapanema choisit un redéploiement prudent de sa production**

La compagnie brésilienne, principal producteur local d'étain et de non-ferreux, a attendu d'être rassuré par la politique économique du nouveau gouvernement avant d'exposer son plan de relance de la production d'étain. En effet, l'épuisement progressif des gisements alluviaux amazoniens de cassitérite, notamment à Pitinga dont l'échéance est donnée vers 2005, nécessitait de basculer la production vers la source de ces concentrations détritiques, c'est-à-dire vers les granites stannifères (cf. Ecomine de février). Paranapanema aurait déjà investi 40 M\$ pour traiter le minerai en roche dure du secteur de Pitinga et devrait ajouter 15 M\$ en 2003 puis 35 M\$ en 2004-2005 avec l'objectif de produire 10 000 t/an à partir de ce seul minerai.

La production 2002 est remontée de 2,4 %, à 9 150t (métal extrait des concentrés qui sont transportés vers la fonderie Mamoré située près de Sao Paulo) grâce à l'apport du minerai en roche dont la part n'a pas été révélée. Parallèlement, sont exploitées les concentrations d'oxydes de tantale et d'oxydes de niobium. Mais ces précisions correspondent elles au développement du gisement granitique à étain - niobium - tantale de Rocha, dont l'investissement était donné pour 400 M\$, ou une solution intermédiaire a-t-elle été trouvée ?

*(Platt's Metals Week : 24/03/2003)*

### **Novossibirsk Tin Works relance sa production**

Le seul producteur russe de lingots d'étain va pouvoir relancer sa production grâce à une reprise d'activité sur les mines de Molodyozhny et de Perevalny. Leur exploitation avait cessé à la fin des années 90, faute des moyens nécessaires à la mise en production de nouveaux chantiers. Commencée en janvier, l'opération commence à peine à fournir de petites quantités de concentrés, mais le rythme de 30 000 t/mois pourrait être atteint dès le mois de mai.

Novossibirsk espère ainsi relever de 9-10 % sa production 2003, à environ 5 600 t. Cependant, le problème encore non résolu est de trouver le financement nécessaire à une vraie relance de ces deux gisements dont la production permettrait de faire tourner à plein régime la fonderie de capacité 15 000-20 000 t/an.

*(Metal Bulletin : 07/04/2003)*

## **FER ET ACIER**

### **Projets d'Arcelor et condamnation du site de L'Ardoise ?**

Un projet du sidérurgiste européen Arcelor serait de concentrer entre Belgique et nord de la France toute sa production d'acier inoxydable. C'est donc l'usine de L'Ardoise (Gard) qui est spécialement visée, dont la matière première, les scraps, vient du nord. Une décision devrait être prise vers la fin avril. Le projet, évalué à 230 M€, est d'ajouter à l'usine belge de Carlam (3,0 Mt/an d'inox actuelle) une capacité de production d'inox à partir de scraps de 1,0 Mt/an, alors que L'Ardoise a une capacité de 0,60-0,65 Mt/an. Pour le moment, aucun calendrier n'a été donné, le sort de L'Ardoise (350 emplois) n'ayant pas encore été officiellement éclairci au sein du groupe.

Arcelor veut également renforcer la capacité de l'usine luxembourgeoise d'Esch-Belval fabricant des demi-produits, par l'ajout d'un nouveau four, soit un investissement de l'ordre de 150 €. Si la construction peut commencer après le 3<sup>e</sup> trimestre 2004 comme il est prévu, la production commerciale démarrerait au début 2005.

Au Brésil, Arcelor a signé avec CVRD (Companhia Vale do Rio Doce) un accord permettant d'augmenter le capital de leur JV Companhia Siderúrgica de Tubarão en vue de construire un nouveau four qui portera la production d'acier à 7,5 Mt/an. Arcelor poursuit son plan d'investissement en Amérique latine en vue de renforcer sa position sur le marché automobile américain tandis que CVRD poursuit une expérience sur l'aval de la filière fer qualifiée de temporaire, car le producteur n° 1 mondial

de minerai de fer ne veut pas se poser auprès de ses clients sidérurgistes en concurrent.

(*Metal Bulletin* : 27-31/03/2003, 03/04/2003)

### **Minerai de fer kazakh pour hauts fourneaux chinois**

Preuve que la question de l'alimentation en minerai de fer du boom de l'acier chinois, reposée le mois dernier (cf. Ecomine de mars), sera cruciale, le total importé de janvier à mars 2003 a déjà atteint 34,2 Mt, contre 111,5 Mt pour l'année 2002. Dans ce contexte, le producteur intégré Jiugang (Jiuquan Iron & Steel, n° 24 chinois avec 2,06 Mt d'acier en 2002) installé dans le Gansu (nord-ouest du pays) vient de signer un accord avec la compagnie minière kazakh Sokolovo-Sarbaisky Mining Production Association pour la livraison en 2003 de 0,5 Mt de minerai sous forme de pellets. La pelletisation (enrichissement à 60 % de fer) est réalisée par SSMPA à Kustana et le transport vers la Chine effectué par voie ferrée via la station frontalière de Druzhba – Alasanko.

Ce contrat devrait pouvoir déboucher sur une coopération de long terme. Pour Jiugang, il s'agit non seulement de compléter son approvisionnement alors que ses propres mines s'épuisent, mais également de se ménager la possibilité de développer d'autres gisements locaux à faible teneur grâce au bonus apporté par le minerai kazakh. Cette voie offre aussi à Jiugang la possibilité de réaliser ses ambitions sur le marché intérieur et à l'international, la construction d'une aciérie au Kazakhstan étant envisagée. Pour SSMPA, la compagnie s'est assurée un débouché probablement de long terme et la possibilité de synergies avec l'industriel chinois.

(*Metal Bulletin* : 31/03/2003 ; 14/04/2003)

### **PLOMB - ZINC**

#### **MIM Holdings réduit la capacité de raffinage de plomb à Northfleet**

Décision attendue, MIM Holdings, via sa filiale Britannia Refined Metals,

veut arrêter la raffinerie de plomb n° 2 de Northfleet (Royaume Uni), qui traitait les sous-produits de la fonderie récemment arrêtée d'Avonmouth. La suppression de 330 emplois étant en jeu, la direction australienne a ouvert auprès du personnel une période de consultation de 30 jours. Les trois raffineries du complexe de Northfleet ont produit 250 000 t de plomb l'an dernier dont 36 000 t pour l'unité n° 2. Les unités n° 1 et n° 3 continueront de traiter le plomb brut en provenance de Mount Isa et du plomb recyclé.

(*Metal Bulletin* : 31/03/2003 ; *Mining Journal* : 28/03/2003 ; *Platt's Metals Week* : 31/03/2003)

#### **La coupe jusqu'à la lie pour le mineur australien Pasmenco !**

Pasmenco, en délicatesse financière, a finalement décidé d'avancer la fermeture de la raffinerie de plomb-zinc de Cockle Creek, située en Nelle Galles du sud, avec trois à cinq ans d'avance par rapport à ses premières déclarations. Les motifs des mauvaises conditions financières qui ont emporté la décision seraient la baisse des charges de traitement, la hausse de la monnaie australienne et la menace financière constituée par l'application des futures mesures environnementales. Cockle Creek (3 500 t/an de plomb et 80 000 t/an de zinc) devra fermer en septembre 2003 alors que le plan précédent prévoyait cette mesure entre 2006 et 2008.

La vente de la mine de Pb-Zn-Ag d'Elura, également en N<sup>elle</sup> Galles du Sud, est en cours de finalisation. C'est Consolidated Broken Hill qui rachète la mine pour un montant un peu supérieur à 22 M\$, soit 10,4 \$ versés à Pasmenco et le reste couvrant différents engagements dont un poste dépollution et remise en état du site. Elura a produit l'an dernier 45 000 t de plomb, 85 000 t de zinc et 31 t d'argent.

(*Metal Bulletin* : 27/03/2003, 10/04/2003 ; *Mining Journal* : 28/03/2003 ; *Platt's Metals Week* : 24-31/03/2003)

#### **Les producteurs de zinc chinois ont fait leurs comptes pour 2003**

La production de zinc raffiné devrait légèrement décroître cette

année, à 2,04 Mt contre 2,08 Mt l'an dernier (- 2 %). Les huit plus importants producteurs représentent 46 % du tonnage prévisionnel. Les quatre majors au dessus de 100 kt/an représentent 39 % : ce sont Huludao Zinc (220 kt), Zhuzhou (200 kt), Zhongjin Lingnan (150 kt) et Baiyin (120 kt). À noter que la nouvelle usine de zinc de Liuzhou China Tin a commencé à produire en avril (capacité 60 000 t/an).

Concernant le rapport demande intérieure/exportations, il a été tenu compte de la fermeté de la demande chinoise et d'un affaiblissement de la demande extérieure, également d'un prix actuellement peu attractif. Dans ces conditions, les exportations (lingots, alliages et oxydes) devraient baisser de 15 %, soit de 470 000 t à 400 000 t.

La production minière de concentrés 2003 devrait un peu plus qu'égaliser la production 2002, soit une prévision de 1,75 Mt de métal contenu contre 1,70 Mt. Malgré des signes de tension sur l'offre de concentrés du marché intérieur, les importations devraient baisser en fonction des prévisions données ci-dessus, de 350 000 t l'an dernier à 250 000 t. La chute de 11 % des importations observée en janvier serait due à la baisse des charges de traitement.

(*Mining Journal* : 28/03/2003 ; *Platt's Metals Week* : 24/03/2003, 07/04/2003)

## **2. MÉTAUX D'ALLIAGE**

### **ANTIMOINE**

#### **Troublantes statistiques chinoises d'antimoine**

La presse fait écho de l'augmentation inéluctable des importations chinoises de concentrés dont le chiffre 2002 serait de 13 000 t (métal contenu). Cela est surtout mis au compte d'une chute de la production minière depuis le désastre minier survenu dans le Guangxi en mai 2000. À titre d'exemples sont cités Hsikwangshan, qui prévoit 28 000 t de concentrés cette année sur une capacité d'usine de 40 000 t et Liuzhou (China Tin Group) qui prévoit une réduction non chiffrée sur une capacité de 18 000 t.

Ainsi, le ratio production de concentrés/production métallurgique (donc sans trioxyde) est passé de 70 % en 2001 à 46 % en 2002. Première interrogation, comment les producteurs font-ils alors que le chiffre des importations 2002 représente seulement 10,5 % de leur production ? Les stocks ? Et, deuxième interrogation, la consommation intérieure (antimoine total) étant donnée pour 15 000 t, comment les chinois peuvent-ils justifier un frein à l'exportation ? Celle-ci a baissé de 7,5 % en 2001, de 7,0 % en 2002 et devrait baisser de 4 % en 2003, à 67 000 t. (*Platt's Metals Week* : 24/03/2003)

## COBALT - NICKEL

### Avmin cèderait son unité de production de Chambishi à ... J & W Investments

Le mois dernier, Anglovaal Mining (Avmin) déclarait son intention de céder l'opération cobalt de Chambishi (5 000 t Co, 5 300 t Cu l'an dernier), spécialement conçue pour retraiter les slags de Nkana (20 Mt). Le déclencheur décisif avait été le rachat manqué des mines à cuivre-cobalt Baluba et Luanshya (ex-Roan Antelope's) dont Avmin aurait eu besoin pour compléter ses sources de cobalt, finalement enlevées par la société suisse J & W Investments.

Or, c'est J & W Investments qui vient de se porter candidat acquéreur de Chambishi et de conclure avec le producteur sud-africain un accord lui donnant un délai de réflexion de deux mois mis à profit pour réaliser l'étude complète de viabilité économique. Bien entendu, en cas de réponse positive, la décision devra être soumise aux nombreuses autorités compétentes, États de Zambie (actionnaire à 10 %) et d'Afrique du sud, institutions financières concernées et conseils d'administrations des deux compagnies.

(*Metal Bulletin* : 10/04/2003 ; *Mining Journal* : 11/04/2003)

### Caldag vendra du minerai avant de vendre une matte produite par lixiviation

La société britannique European Nickel a commencé la production de

minerai de nickel sur son gisement turc de Caldag. Elle vient de sécuriser la vente de 60 000 t/mois à deux producteurs de ferro-nickel, l'un grec, l'autre macédonien. Caldag, situé en Turquie occidentale, a des ressources de 44 Mt à 1,4 % de nickel.

Mais la vraie ambition de la société est de développer son propre traitement du minerai par un procédé de lixiviation acide en tas sous la pression atmosphérique : le produit intermédiaire pourrait être traité directement en raffinerie et se passer du stade fonderie. European Nickel vient d'effectuer une rallonge budgétaire de 0,6 M\$ pour réaliser ce projet dont l'objectif de production dépasserait 20 000 t/an de concentrés à nickel-cobalt.

(*Metal Bulletin* : 14/04/2003)

### Jubilee Mines récupère les droits de Barrick Gold sur Mt Goode

La junior australienne Jubilee Mines récupère les droits sur les permis du projet nickel de Mt Goode, qu'elle paiera à Barrick Gold environ 6 M\$ (US\$) plus des royalties en cas de production d'or ou d'autre métal que le nickel. Mt Goode est un projet prometteur de nickel sulfuré à basse teneur qui est attaché à la mine de nickel de Cosmos opérée par Jubilee.

(*Metal Bulletin* : 10/04/2003 ; *Mining Journal* : 11/04/2003)

### Norilsk écoule 60 % du stock de nickel « gelé » de 60 000t

À la surprise des professionnels qui croyaient à un blocage long, le gel du stock de 60 000 t de nickel constitué par Norilsk en garantie d'un prêt bancaire de 200 M\$ n'aura tenu que quelques mois. Norilsk a remis sur l'antenne LME de Rotterdam 18 000 t tirées de ce fameux stock en début de mois et il comptait récidiver rapidement de 18 000 t. Norilsk dit avoir suivi la loi du marché sachant qu'il aurait déjà remboursé 60 % de sa dette : il profite donc du différentiel entre un cours de 7 000 \$/t au moment de la constitution du stock et un cours actuel de 8 300 \$/t. Néanmoins, il reste 24 000 t du stock initial attachées au reste de la dette du

producteur russe ... jusqu'à quand se demandent les traders qui déplorent le rebond des stocks du LME (22 000 t avant cette arrivée massive) ?

(*Metal Bulletin* : 27/03/2003, 10/04/2003 ; *Mining Journal* : 28/03/2003, 11/04/2003)

## MAGNÉSIUM

### La porte de l'UE enfin délogée pour le magnésium chinois

Effective depuis le 1er avril<sup>(1)</sup>, la levée des taxes anti-dumping européennes qui s'appliquaient au magnésium chinois non allié sous forme brute aura-t-elle pour conséquence une baisse des prix ? Cela n'est pas sûr, car si les cours sont tirés vers le bas en raison de la déprime du marché et de l'existence d'importants stocks bloqués à Rotterdam pour non paiement de taxes, les producteurs chinois veulent répercuter les hausses des coûts de fabrication dues aux hausses du prix de l'énergie. Les prix sont ainsi passés en quelques semaines de 1 600 \$/t à 1 660-1 690 \$/t fob départ Chine. Le développement de nouveaux projets chinois et la perspective d'une remise en route de capacités en sommeil, en Chine et ailleurs dans le monde, devrait cependant freiner cette hausse.

(*Metal bulletin* : 07/04/2003 ; *Mining Journal* : 04/04/2003 ; *Platt's Metals week* : 24/03/2003)

### La Chine accentue son avantage ...

Selon l'Association Chinoise des Producteurs de Magnésium, les exportations sur les deux premiers mois de l'année auraient progressé de 77,13 % par rapport à 2002 pour atteindre 44 206 t. La production chinoise avoisinerait actuellement 250 000 t/an avec des capacités en sommeil d'environ 150 000 t qui pourraient être remises en route rapidement. Ce qui n'empêche pas les producteurs chinois de planifier de nouveaux développements : dans la

(1) Règlement n° 579/2003 du Conseil du 27/3/2003 - (JOCE n° L 83 du 1/4/2003 - p. 32)

province de Shanxi, Jishan Huayu Enterprises Group devrait porter sa capacité de 20 000 à 30 000 t/an en 2003. De son côté, le groupe chinois Citic souhaite investir dans une unité de production pour développer des capacités de 20-30 000 t/an. Enfin, les sociétés japonaises Mitsui et Ube & Bussan vont investir 6,4 M\$ pour que Jinhe Huayu Magnesium (Shanxi) puisse porter sa capacité de production de lingots de métal pur à 10 500 t/an.

(*Platt's Metals Week* : 17/03/2003 ; 31/03/2003 ;  
*Metal Bulletin* : 31/03/2003)

### **... Tandis qu'au Canada une usine neuve est mise en sommeil !**

Noranda a confirmé sa décision de suspendre temporairement à partir de fin avril toute activité sur son site de Magnola situé à Danville (Québec). Le groupe spécialisé dans les métaux de base avait lourdement investi pour développer une nouvelle technologie de production de magnésium à partir de déchets d'exploitation d'amiante. Selon des sources de marché, la concurrence du magnésium pur chinois vendu 70-85 cents/livre aurait anéanti les chances du producteur canadien dont les coûts de production sont supérieurs à 1 \$/livre. Sur 380 employés, une dizaine restera sur le site pour la maintenance technique.

(*Platt's Metals Week* : 31/03/2003)

## **MANGANÈSE**

### **Privatisation du manganèse géorgien**

L'État géorgien préparerait la privatisation en une seule entité du mineur Chiatura Manganese Ore Mine dont il détient 80 %, et du fabricant de ferro-alliages Zestaponi dont il détient 51,3 %. La décision finale pourrait être prise d'ici quelques mois et l'OPV internationale lancée aussitôt après. Ces actifs souffrent d'un sous-investissement chronique auquel l'État voudrait remédier, en particulier pour le producteur minier qui a essuyé ces dernières années deux expériences décevantes de gérance par des investisseurs institutionnels ou privés.

Le mineur Chiatura produit actuellement 160-180 000 t/an de concentrés alors que ses capacités sont de 5 Mt/an de minerai et de 800 000 t/an de concentrés et qu'il aurait 160 Mt de réserves de minerai. Pour remplacer le concentrateur et investir dans d'autres équipements, l'engagement de dépenses exigible serait de 16 M\$. L'usine de Zestaponi, qui produit du silico-manganèse et du ferro-manganèse, a une capacité globale de 420 000 t/an alors qu'elle produit actuellement 80 000 t/an.

(*Metal Bulletin* : 03/04/2003)

## **TUNGSTÈNE**

### **Umicore remplace Sandvik chez Eurotungstène Poudres**

Le producteur belge de non-ferreux Umicore va récupérer la part de 49 % du capital détenue par le suédois Sandvik dans la société française Eurotungstène Poudres pour un montant non dévoilé. Eramet reste majoritaire avec 51 %. Basée à Grenoble (Isère), Eurotungstène Poudres (110 employés) fournit le secteur utilisant du carbure de tungstène en général et l'outillage de forage aux diamants en particulier.

(*Metal Bulletin* : 27/03/2003)

## **3. MÉTAUX SPÉCIAUX**

### **SILICIUM**

#### **Reprise sans conviction de l'activité ferro-silicium en Europe du nord**

Après la suspension de ses unités de production norvégiennes début décembre, Elkem annonce la remise en route du four de son unité de Thamshavn dont la capacité est de 40 000 t/an de ferro-silicium. Cette annonce fait suite au retour à la normale des fournitures d'électricité qui devraient retrouver un prix économiquement acceptable courant mai. Le redémarrage d'une autre unité, celle de Salten, n'est pas encore envisagée selon les dirigeants et dépendra de l'évolution du marché qui avait déjà anticipé ce nouvel afflux de production : les prix spots du matériel stan-

dard ss sont établis à 730-770 \$/t. Les autres producteurs nord-européens, Fesil en Norvège et Vargon Alloys en Suède, devraient également redémarrer certains fours. Sans pour autant fonctionner à pleine capacité car la prudence est de mise.

(*Metal Bulletin* : 14/04/2003 ; *Platt's Metals Week* : 17/03/2003)

### **Raffermissement des prix du silicium chinois**

Les pénuries d'électricité ont également affecté les producteurs de silicium chinois, poussant à la hausse les prix fob qui s'échelonnaient, suivant les qualités, entre 910 et 990 \$/t. Les opérateurs anticipent, pour le court terme, une poursuite du raffermissement des cours.

(*Metal Bulletin* : 14/04/2003)

## **TITANE**

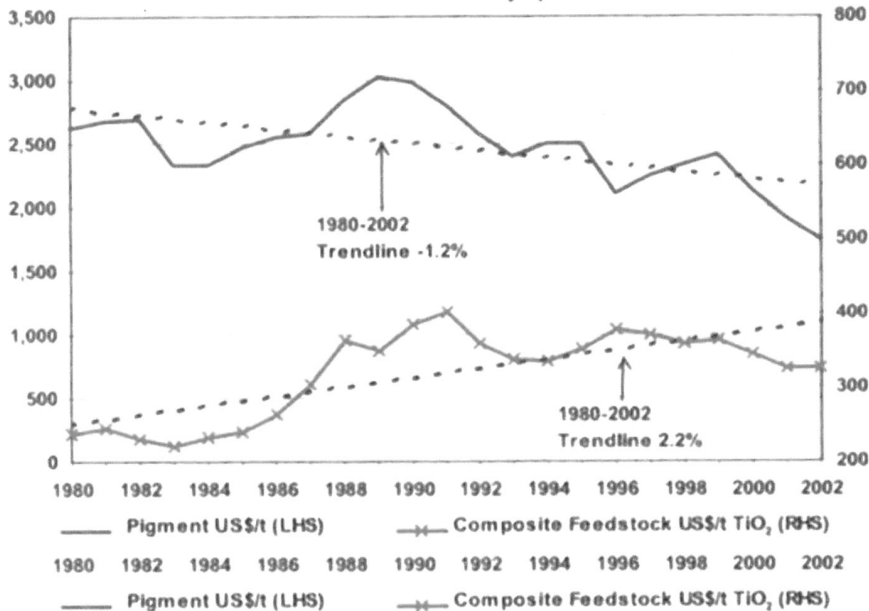
### **Les fabricants de pigments souffrent, la mine du titane va être à la peine**

L'évolution favorable des prix a suscité l'effervescence de la mine du titane au cours des dix dernières années : les projets ont fleuri en Afrique australe et orientale (Mozambique, République Sud-africaine, Kenya, Madagascar) et aussi en Australie avec, en particulier, les développements dans le bassin tertiaire de Murray (Murray Basin). Ce dynamisme dans l'exploration a également été accompagné par des modifications majeures dans les procédés dont le développement, initié par DuPont, du traitement par la voie au chlore qui a permis de généraliser l'utilisation de l'ilménite au détriment du rutile (cf. *Ecomine* de février 2003).

De plus, la filière a été affectée par les phénomènes de concentration aussi bien en aval qu'en amont. En amont, Rio Tinto Group dispose de parts de marché estimées à 38 % par les analystes de TZMI<sup>(2)</sup>, notamment en raison de son contrôle sur le sud-africain Richard Bay Minerals. En aval, cinq sociétés représentent plus de 74 % de la production de pigments,

(2) TZMinerals International Pty Ltd est un consultant australien, ([www.tzmi.com](http://www.tzmi.com))





**Fig. 1 - Évolution comparée des prix de la matière première et des pigments de titane (source Mining Journal).**

DuPont disposant à lui seul de 24 % du marché total et de 40 % de la fabrication par la voie chlorée. Le paradoxe de la filière, c'est une tendance générale à la progression du prix de la matière première (2,2 % en tendance annuelle sur 20 ans) alors qu'à l'inverse, le prix des pigments a subi une tendance baissière sur la même période. Face à cette situation, il est prévisible que la pression baissière sur le prix de la matière première va être forte en 2003 et pour les années à venir car les acteurs aval de la filière doivent restaurer leur rentabilité pour pouvoir développer de nouvelles capacités dans un marché du pigment en progression. Au final, quelle perspective pour la mine du titane, économie d'échelle donc concentration, ou développement de gisements à faible coût dans des paradis miniers ? (fig. 1).

(Mining Journal : 11/04/2003)

### Ferro-titane : prix stables en Europe en attendant mieux

Les cours du ferro-titane sur le marché européen ont marqué le pas après leur progression récente et s'établissaient entre 4,65 et 4,80 €/kg dans un marché peu actif. Les consommateurs disposeraient déjà d'approvisionnements pour le 2<sup>e</sup> trimestre et, du côté de l'offre, seuls de petits lots en provenance de Russie étaient signalés. L'expectative est

donc de mise dans un marché où la menace de la faiblesse de l'offre de déchets titanés est soulignée.

(Metal Bulletin : 31/03/2003)

## URANIUM

### Remise de l'offre Framatome pour le nouveau réacteur nucléaire finlandais

Framatome ANP, filiale d'Areva et de Siemens, a remis le 31 mars son offre aux autorités finlandaises pour la construction d'un 5<sup>e</sup> réacteur nucléaire. Actuellement, 27 % de l'électricité produite en Finlande est d'origine nucléaire. Le choix du nucléaire, qui a fait l'objet d'un vote au parlement, a semblé le seul à pouvoir faire face à la prévision de hausse de la consommation (25 % d'ici 2015) tout en respectant les engagements pris dans le cadre du protocole de Kyoto.

(Communiqué Areva : 31/03/2003)

### Un décret va limiter l'exposition des salariés du secteur nucléaire

La transposition en droit français de la directive européenne sur l'exposition aux rayonnements des travailleurs du nucléaire devrait prochainement être publiée au journal officiel. La limite d'exposition passe ainsi de 50 mSv à

20 mSv<sup>(3)</sup> par an. Le décret précisera également le niveau de responsabilité des employeurs vis-à-vis de leurs salariés. Selon le président de l'autorité de sûreté nucléaire « ... plus personne, aujourd'hui, ne reçoit dans l'industrie nucléaire des doses annuelles supérieures à 20 mSv, ce qui n'est pas toujours le cas dans le domaine médical ».

(Les Echos : 02/04/2003)

### Mac Arthur River arrêtée quatre à six mois pour cause d'inondation

L'exploitation de la mine canadienne de Mac Arthur River, dans le nord de l'État de Saskatchewan, pourrait être suspendue pour une durée de 4 à 6 mois suite à l'inondation d'un chantier en développement localisé au niveau -640 m. Malgré une situation d'abord critique en raison de l'importance des venues d'eau que les capacités de pompage en place ne suffisaient pas à évacuer, Cameco a pu maîtriser la situation notamment après avoir augmenté la capacité de traitement des eaux d'exhaure et il met en place un slot en béton au niveau -530 pour « sceller » la zone envahie.

La mine de Mac Arthur River est un des plus gros gisements mondiaux d'uranium à très forte teneur avec des réserves évaluées à 215 000t d'U<sub>3</sub>O<sub>8</sub> à une teneur moyenne de 23 %. L'exploitation est détenue à 70 % par le canadien Cameco, opérateur, et à 30 % par le français Cogema. Si aucun risque de contamination n'est envisagé, les impacts financiers liés à cet arrêt sont d'ores et déjà évalués entre 4 et 5 M\$ canadiens/mois en terme de résultat net pour Cameco et à 3 M\$ /mois en terme de résultat opérationnel pour Cogema. La part de production 2002 de Cogema a été de 2 158 t d'uranium, soit 29 % de la production du groupe. Aucun problème d'approvisionnement ne devrait se poser en raison des stocks disponibles aussi bien que des capacités de

(3) 10 millisievert = 1 Rem (Roentgen absorbed dose Equivalent Man) mesure l'effet des rayonnements sur le corps humain, c'est l'équivalent de "dose efficace" ou l'énergie reçue par unité de masse.

production existantes ailleurs bien qu'avec des coûts opératoires souvent supérieurs.

*(Mining Journal : 11/04/2003 ; communiqué Areva : 08/04/2003 ; 16/04/2003; communiqué Cameco : 14/04/2003)*

### **Prolongation d'activité à Rössing sous le signe de la gouvernance ?**

Le gisement namibien à faible teneur de Rössing fera-t-il l'objet d'une poursuite d'activité au delà de 2010 ? Ce sujet déjà soulevé le mois dernier, il reste d'actualité alors que Rio Tinto a entamé des consultations avec les communautés locales sur l'impact socio-économique. Il est évidemment important puisque la société mobilise 800 personnes et contribue chaque année pour 10 % des revenus d'exportations de la Namibie. En 2001, la mine a produit 2 643 t d' $U_3O_8$  (teneur minerai 0,13 %). Les consultations devraient se prolonger jusqu'en 2004 avant la décision finale.

*(Africa Mining Intelligence n° 58 : 26/03/2003 - 08/04/2003)*

## **4. DIAMANT et MÉTAUX PRÉCIEUX**

### **DIAMANT**

#### **Le Canada à la 3<sup>e</sup> place des pays producteurs de diamants d'ici 2007**

D'après le bilan effectué par un consultant anglais, la production canadienne de diamants bruts, entièrement localisée dans la vaste région des Territoires du nord-ouest, devrait accéder au 3<sup>e</sup> rang mondial d'ici à 2007, derrière le Botswana et la Russie. Ce résultat s'appuie sur les deux seuls gisements en production, Ekati, qui produit depuis 1998 (opérateur BHP-Billiton, 3,7 Mcts en 2001) et Diavik qui a commencé à produire cette année (opérateur Rio Tinto, objectif de 7 Mcts/an). En termes de valeurs, la production canadienne est assez bien positionnée (144 \$/ct à Ekati et 79 \$/ct à Diavik) et profite de l'intérêt actuel pour les pierres colo-

rées, sa production étant dans la partie haute de l'échelle de couleurs.

Le 1<sup>er</sup> producteur mondial, De Beers, tarde encore à devenir un nouvel acteur de la production canadienne. Il vient d'enregistrer un résultat décevant dans sa JV AK Diamond avec la confirmation du caractère sub-économique des pipes Hearne et 5 034, et il peine à obtenir les permis adéquats au développement de son projet Snap Lake. Mais il reste très actif comme le prouve son entrée en JV avec Geodex Minerals pour renforcer l'exploration des permis prometteurs 1 et 5 du secteur Lac de Gras, situé 30 km à l'ouest de Diavik.

*(Les Echos : 17/03/2003 ; Mining Journal : 11/04/2003)*

#### **Objectifs congolais de production de diamants pour 2003-2006**

Au Congo-Kinshasa, la société Minière de Bakwanga (MIBA), JV entre la compagnie belge Sibeka et l'État, va investir les 120 M\$ de financement nécessaires à la réhabilitation et à la modernisation de son outil de production. Cela lui permettra d'atteindre des niveaux de production de 7,5 Mcts en 2004 et de 9,0 Mcts en 2006. Par ailleurs, la MIBA, déjà détentrice de 16 %, essaie de récupérer les 35 % détenus par l'État dans la compagnie Sengamines dont les réserves sont estimées à 35 Mcts.

*(Africa Mining Intelligence : 26/03/2003)*

#### **Objectifs du producteur de diamants Namdeb pour 2003-2004**

Après une chute de 8 % de sa production de diamants bruts l'an dernier, à 1,28 Mcts, Namdeb, principal producteur namibien (JV De Beers - État), vise un relèvement plus net de sa production à partir de 2004. Son objectif est de 1,30 Mcts cette année et de 1,5 Mcts l'année suivante. Ce dernier objectif sera atteint à condition que Namdeb puisse relancer la production marine, via De Beers Marine Namibia, car la production terrestre poursuit son déclin. Actuellement, la dernière des quatre dragues marines

de la flotte est en cours de modification du système qui l'équipait, le crawler horizontal s'avérant moins efficace que le système en sondage vertical. La reprise d'activité du vaisseau modifié en 2004 sera donc la clé de l'objectif que Namdeb s'est fixé.

*(Mining Journal : 18/04/2003)*

### **ARGENT**

#### **Réouverture de la mine d'argent américaine de Sunshine ?**

Financièrement rétablie, la compagnie Sunshine Mining préparerait une remise en production de la mine Sunshine, située dans le fameux district de Cœur d'Alene (Idaho). Sunshine avait été arrêtée en 2001, malgré des réserves prouvées d'environ 870 t, en raison d'un coût opératoire élevé (5,75 \$/once) alors que le cours du métal avait atteint un niveau inférieur au cours actuel. Mais, sur une base de 4,5 \$/once, à condition d'améliorer la mécanisation et d'abandonner certaines infrastructures onéreuses, l'opération paraît envisageable aux responsables toutefois qualifiés d'optimistes. L'attrait est aussi constitué par la présence des anciens mineurs licenciés qui se disent prêts à retravailler, ou à retravailler à Sunshine plutôt qu'ailleurs. Un problème reste l'ennoyage actuel de la mine qui, s'il continue de progresser, pourrait rapidement devenir rédhibitoire car il menace les galeries principales.

*(Platt's Metals Week : 31/03/2003)*

### **OR**

#### **Or plus cher égale reprises côté mines mais baisse côté demande**

Le niveau de cours atteint par l'or (qui s'est repris après un fléchissement à 320 \$/once début avril) a fini par convaincre le mineur canadien Placer Dome de reprendre la production à la mine souterraine de Turquoise Ridge (partie de la concession de Getcha), située dans le Nevada. Arrêtée en 1999, alors que le coût de production dépassait le cours du métal, la mine disposerait d'au moins 84 t d'or de réserves, voire plus grâce au potentiel des ressources

estimées à 47 t en mesurées et indiquées et à 62 t en inférées. Placer prévoit un investissement de 80 M\$ au total, incluant l'amélioration technique de l'extraction, l'ouverture de nouveaux chantiers, le redémarrage de l'unité de traitement adaptée au minerai réfractaire et l'aménagement d'infrastructures. Placer vise une production sur 9 ans au rythme de 9,3 t/an, rythme qui devrait être atteint dans 18 mois, au coût opératoire final de 265 \$/once. Pour cette année, le mineur espère produire 2,8 t.

Tout n'est pas linéaire sur les marchés et en particulier pour l'or comme la compilation des statistiques 2002 par le WGC (Conseil Mondial de l'Or) le rappelle. En 2002, l'or est revenu au centre des préoccupations mais sa consommation mondiale a chuté de 10 %, passant de 3 413 t en 2001 à 3 067 t. La raison de la désaffection est évidemment la hausse de 14,4 % du prix dont le cours moyen est passé de 271 à 310 \$/once. Néanmoins, le bilan en valeur est très positif puisqu'il gagne 12 %.

La baisse de 10 % de la demande reflète des évolutions très contrastées suivant les consommateurs. Premier pays consommateur, l'Inde a connu un net recul de 20,8 % de la demande, passée de 727 t en 2001 à 576 t. Quasiment tout l'or neuf étant importé, sa taxation élevée a renforcé l'effet dissuasif ; toutefois, l'importance socioculturelle de ces achats a convaincu le gouvernement de baisser la taxation de près de moitié en février dernier. Le marché américain s'est contracté de 0,9 % seulement, à 409 t alors que le marché européen a chuté de 13 %, à 239 t. À contrario, les japonais ont été pris d'une frénésie de thésaurisation, augmentant de 24 % leurs achats, à 142 t.

(*Les Echos* : 25/03/2003 ;  
*Mining Journal* : 18/04/2003)

### Trois supergisements d'or en préparation ...

En Australie, Newcrest Mining vient d'obtenir un emprunt de 348 M\$ (équivalent US\$) pour pouvoir passer à l'étape de développement n° 1 du gisement d'or (plus un peu de cuivre) de Telfer (cf. Ecomine de décembre 2002). Cela porte à 590 M\$ le

montant investi sur le projet et Newcrest a déjà dû garantir une partie des sommes sous forme de ventes par « hedging ». Rappelons que le total des ressources aurifères est de 950 Mt à 0,9 g/t représentant 828 t, dont des ressources mesurées + indiquées de 420 Mt à 1,7 g/t représentant 696 t. L'étape 1, qui est la préparation de la mise en production à ciel ouvert du gisement (coût 591 M\$) devrait être achevée vers octobre 2004, tandis que l'étape 2 qui est la préparation à la mise en production de la partie souterraine du gisement (coût 130 M\$) devrait être achevée vers décembre 2005.

En Russie, la fixation par les autorités compétentes des termes de la licence d'exploitation du gisement de Sukhoi Log qui sera proposée est toujours attendue. Le retard serait imputable à un désaccord entre le Ministère du Développement Economique et du Commerce d'un côté, plus souple sur les conditions requises, le Ministère des Ressources Naturelles et le Gouvernement de la région d'Irkoutsk de l'autre, plus exigeants. Leur projet devra ensuite recevoir l'accord final du gouvernement russe. Rappelons que ce gisement, situé dans la région sibérienne d'Irkoutsk, a des ressources (degré de qualification non précisé) estimées entre 1 000 et 1 200 Mt à 2,7 g/t d'or, soit environ 3 000 t et à 1,45-2,42 g/t de platine, soit environ 2 000 t.

Au Venezuela, une nouvelle évaluation des réserves et ressources du gisement d'or de Las Cristinas vient d'être présentée à la junior canadienne Crystallex International Corp et à la Companhia Venezuelana de Guyana, partenaires depuis l'an dernier pour développer le gisement. L'évaluation englobe deux amas économiques identifiés au sein de la shear zone aurifère : Conductor-Cuatro Muertos et Mesones-Sofia. Sur les bases d'une once à 325 \$ et d'un cut off flottant de 0,5 g/t ou plus, les réserves sont de 298 t et les ressources totales de 668 t (tabl. 3),

Gisement de Las	tonnage minerai	teneur or g/t	tonnes
(1) réserves prouvées +	224	1,33	298
(2) ressources mesurées +	439	1,09	479
(3) ressources	208	0,91	189
(4) total ressources (2) +	647	1,03	668

**Tabl. 3 - Estimation des réserves et des ressources du gisement d'or de Las Cristinas.**

confirmant Las Cristinas comme l'un des plus riches gisements d'or d'Amérique latine et l'un des plus importants en cours de développement dans le monde.

Dans le cadre de l'étude de faisabilité dont le rapport final est attendu à la mi-2003, un échantillon de minerai aurifère de 3 tonnes a été expédié fin mars à Toronto (Canada) où une société spécialisée doit procéder aux tests minéralurgiques qui seront connus fin avril.

(*Metal Bulletin* : 24/03/2003 ;  
*Mining Journal* : 04/04/2003 ;  
*Platt's Metals Week* : 07/04/2003)

### Newmont va pouvoir développer ses projets or ghanéens

La JV Ntotoroso (Newmont 50 % - Moydow Mines International 50 %), qui a les droits sur le projet or d'Akim, vient d'obtenir du gouvernement ghanéen une dérogation pour le développer malgré sa situation dans une zone de forêt protégée. Cela a déclenché le rachat par Newmont des droits détenus par Moydow, payés 20 M\$ plus une royauté en cas de dépassement de l'évaluation actuelle. Newmont va pouvoir reprendre le développement rationnel de projets voisins comme il l'exigeait, Yamfo - Sefwi (qui avaient été gelés), et Akim (14 Mt à 2,36 g/t, soit 33 t).

(*Mining Journal* : 04/04/2003)

### PALLADIUM - PLATINE ET AUTRES PGM

#### La contrebande fournit 88 % du déficit du marché chinois du platine

Alors que la Chine est devenue le consommateur de platine n° 1 mondial, elle a importé officiellement en 2001

moins de 12 % du déficit entre offre et demande intérieures. Le reste est évidemment compensé par les importations illicites contournant la taxation de 17 %. En 2001, la consommation s'est élevée à 40,5 t, la production à une tonne environ et les importations officielles ont atteint 4,5 t seulement (chiffres Antaïke).

Les responsables chinois voudraient assainir la situation avant la montée en puissance attendue de la demande industrielle. Pour le moment, c'est la demande de la joaillerie, où ce métal est très prisé, qui tire une consommation en augmentation de 13 % l'an dernier, à 45,7 t.

*(Platt's Metals week: 24/03/2003)*

### **Restructuration des activités PGM d'Anglo American au Zimbabwe où sera enfin développé le gisement d'Unki**

Anglo American a entrepris une restructuration profonde d'Amzim (Anglo American Corp of Zimbabwe, filiale à 100 %) dont la thématique se décline en recentrage sur la mine et les platinoïdes par la contribution au développement du gisement d'Unki et l'abandon d'autres activités telles l'agriculture, l'agroalimentaire et l'immobilier, concessions accordées au black empowerment dans l'esprit des nouvelles lois. Amzim a gardé le contrôle de Zimbabwe Alloys, mais il a cédé les mines d'or Bubi et Isabella et la mine de pyrite d'Iron Dukes et, tout récemment, Bindura Nickel Corp (5 000 t de nickel l'an dernier) à des groupes d'investisseurs essentiellement du black empowerment.

Le gisement d'Unki, situé sur le « Great Dyke » près de Gweru (province du Midland) et dont le début de production est prévu en 2007, nécessitera 90 M\$ d'investissement dans sa configuration basique de démarrage. Il sera développé par Anglo American Platinum Corp (filiale à 70 % d'Anglo et opérateur de la mine avec 51 %) en partenariat avec Amzim (29 %), le reste devant se partager entre un acteur du black empowerment (15 %) et le personnel d'Amzim (5 %). Le nouvel objectif de production est ramené à 85 000 t/mois de minerai, concentré sur place et expédié en

Afrique du sud pour en extraire 1,8 t/an récupérables de platine et autres PGM raffinés. À noter que le principal écueil qui a mis le projet en veilleuse pendant cinq ans, l'obligation faite aux sociétés d'utiliser un taux de change défavorable d'1 US\$ pour 55 \$ locaux, a été résolu par le biais d'une dérogation spéciale accordée aux grands projets.

*(Africa Mining Intelligence : 09/04/2003 ; Mining Journal : 18/04/2003)*

## **5. MINÉRAUX INDUSTRIELS ET MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION**

### **Filiale allemande de Lafarge pénalisée dans l'affaire du cartel du ciment**

L'Office allemand anti-cartel a rendu son verdict dans l'affaire du ciment. Au total, les six cimentiers convaincus d'entente sur les quotas de production et l'implantation géographique vont devoir verser une amende de 660 M€. Heidelberg Ciment a été le plus pénalisé (251,5 M€), puis Schwenk Zement (142 M€), Dyckerhoff (95 M€) et Lafarge (86 M€). De plus, des dirigeants des entreprises concernées devront verser sur leurs deniers une somme globale de 1,5 M€ a précisé l'Office. L'enquête se poursuit chez treize autres PME également soupçonnées d'avoir participé à la collusion. Le groupe Lafarge se voit pénalisé pour la 2e fois dans le cadre de mesures anti-cartel car il avait déjà reçu, fin 2002, une amende de 250 M€ pour entente dans les plaques de plâtre dans cinq pays européens. Bien qu'ayant interjeté appel de ces deux jugements, le groupe a préféré provisionner 300 M€ dans ses comptes.

*(La Tribune : 14/04/2003 ; Les Echos : 14/04/2003 ; communiqué Lafarge : 14/04/2003)*

### **Concurrent pour Imerys dans l'andalousite**

Leader incontesté de l'andalousite majoritairement utilisée dans le sec-

teur des réfractaires, le français Imerys devrait voir arriver un nouveau concurrent sur le marché, le sud-africain Andaloussite Resources. Celui-ci disposera dans son unité de Maroeloesfontein (Province du nord) d'une capacité de production de 30 000 t/an. Pour un marché mondial estimé à 230 000 t/an avec des capacités de 350 000 t/an, l'arrivée sur le marché d'un nouvel acteur devrait pousser à la baisse les prix, à la satisfaction des industriels consommateurs.

*(Industrial Minerals : Avril 2003)*

### **Consolidation en Europe dans le secteur du verre creux**

L'anglais Rexam, n° 3 du verre d'emballage en Europe, renforce sa position en Allemagne par le rachat de Nienburger Glass et de Lüner Glashüttenwerke. Rexam, déjà implanté en Pologne et en Scandinavie, complète ainsi son maillage géographique. Le leader allemand Hermann Heye, en situation financière difficile depuis 2001, devrait rejoindre le giron d'Ardagh, leader du marché du Royaume Uni. De son côté, le suisse Vetropack Holding renforce ses positions en Europe centrale par le rachat de l'activité du slovaque Skloobal. Tous ces mouvements ne devraient pas affecter le classement de tête, St Gobain, BSN Glasspack, Rexam et Owens Illinois. *(Industrial Minerals : mars 2003)*

### **Saint Gobain poursuit ses emplettes ...**

La croissance externe poursuit son cours chez St Gobain qui vient d'acquérir deux sociétés représentant un total de 115 M€ de chiffre d'affaires. En France, il renforce son pôle de distribution « Point P » par le rachat d'Isopar (58 M€ ; 80 personnes). Au Japon, il renforce sa branche céramiques et composites par la prise de contrôle de Toshiba Monofrax en passant de 49 % à 60 % du capital ; cette entreprise a réalisé en 2002 un chiffre d'affaires de 57 M€ dans le secteur des réfractaires haute performance.

*(Le Figaro : 01/04/2003 ; La Tribune : 01/04/2003 ; communiqué St Gobain : 31/03/2003)*

### ... Lafarge n'est pas en reste

Le groupe Lafarge devient le 4<sup>e</sup> producteur espagnol de peinture par la prise de contrôle d'Alp Pinturas. Cette société, dont il détenait déjà 10 %, a réalisé en 2002 un chiffre d'affaires de 23 M€. Elle sera intégrée à Lafarge Peintures, un des cinq métiers de Matéris qui est une entité indépendante issue de la branche matériaux de spécialités du groupe Lafarge et dont il détient toujours 33,36 %. À noter que Matéris et Lafarge ont entretenu des accords dans les domaines de la recherche, du développement et des achats.

(La Tribune : 08/04/2003)

## 6. EAUX MINÉRALES

### En Europe, Danone reprend la main dans les eaux en bonbonne

Longtemps absent du marché européen de l'eau en bonbonne, Danone a mis les bouchées doubles pour conserver sa place de leader mondial, en volume, face au géant Nestlé. Après les rachats de Château d'eau International et du canadien Sparkling Spring Water en 2002, le français va créer une co-entreprise avec la société Eden Springs à la mi-2003 en vue de fusionner leurs activités dans l'eau en bonbonne sur le vieux continent. Le nouvel ensemble aura un chiffre d'affaires de 160 M€, soit deux fois le volume des ventes actuelles de Danone, et il détiendra une part de marché de 20 % avec un parc de 350 000 fontaines réparties dans 18 pays.

(Les Echos : 11/04/2003)

### Le marché de l'eau embouteillée aux États-Unis en chiffres

Le marché américain des eaux embouteillées (minérales naturelles, de source, purifiées, gazeuses) connaît depuis 10 ans une croissance dynamique et s'est caractérisé en 2001 par :

- un volume de ventes de 20,44 milliards de litres (hausse de 10 % par rapport à 2000) ;
- une valeur de 6,48 milliards de \$ (+ 11,5 %) ;

- une consommation estimée à 74 litres par habitant et par an (35 l en 1991) ;
- une concurrence très vive parmi les 400 marques présentes ;
- des importations totales qui ne représentent que 3 % du marché global mais dans lesquelles la France se taille la part du lion avec 51,6 % de la valeur en douane.

C'est sur ce marché que les producteurs de soda américains ont jeté leur dévolu pour leur assurer un relais de croissance : Pepsi-Cola et Coca-Cola font partie des quatre sociétés leaders du secteur avec Nestlé Water et Danone.

(Veille Internationale Boissons n° 1 : 17/03/2003)

pour résoudre les problèmes de pénurie et de contamination qui se pose : réduire de moitié d'ici à 2015 le nombre de personnes n'ayant pas l'accès à l'eau ou à l'assainissement nécessiterait un investissement de 180 milliards de \$ et supposerait de raccorder 400 000 personnes par jour. À l'heure des bonnes intentions, on ne peut que constater l'absence au niveau international d'organismes officiels pour appréhender et « gérer » le problème. Le Conseil Mondial de l'Eau n'est pas une instance gouvernementale et, au niveau de l'ONU, le dossier est suivi par une coordination de 23 agences qui est présidée cette année par ... l'Agence Internationale de l'Energie Atomique ! Mais il est question de créer un observatoire de l'eau.

(La Tribune : 17/03/2003 ;  
Le Figaro : 20/03/2003 ;  
Le Monde : 18/03/2003 ;  
Les Echos : 14/03/2003 ;  
Libération : 17-18/03/2003)

### L'eau en quelques chiffres :

1. L'eau douce ne représente que 2,5 % des 1,4 milliards de km<sup>3</sup> de l'eau de la planète ;
2. L'eau accessible à l'homme ne représente que 0,5 % de l'eau de la planète ;
3. Trois activités se répartissent l'utilisation de la réserve totale d'eau douce, l'agriculture (70 %), l'industrie (20 %) et la consommation domestique (10 %) ;
4. Produire un kg de céréales nécessite 1000 l d'eau, 1 kg de viande de bœuf 13 000 l ;
5. En moyenne, un Américain consomme 600 l d'eau par jour, un européen 300, un israélien 260, un palestinien 70, un africain 30, ... et un haïtien 20 l ;
6. Chaque année, 5 millions de personnes meurent faute d'accès à une eau potable ;
7. 2 millions de tonnes de déchets sont déversées, chaque jour, dans les fleuves, lacs et rivières ;
8. 250 millions d'humains dans 28 pays souffrent d'une pénurie d'eau ; 1,5 milliards n'ont pas accès à l'eau potable ; 2 milliards sont dépourvus d'installations sanitaires ; 4 milliards ne sont pas raccordés à un réseau d'assainissement.

Informations : OMS, Banque Mondiale, Unesco, Atlas mondial de l'eau

## 7. RECYCLAGE

### Bilan du 3<sup>e</sup> forum mondial de l'eau à Kyoto

Réuni du 16 au 23 mars à Kyoto, le 3<sup>e</sup> forum mondial de l'eau (émanation deux associations internationales qui sont le Conseil Mondial de l'Eau et le Partenariat Global de l'Eau) n'avait pas vocation à fixer de nouveaux objectifs internationaux. Néanmoins, il a permis de dresser un bilan et les enjeux de l'accès de la population mondiale à l'eau potable dont quelques chiffres significatifs sont fournis ci-dessous.

À l'heure des bilans, c'est le constat dramatique du déficit d'investissements

### Vivendi Environnement rebaptisé Veolia Environnement

Vivendi Environnement, le groupe français de services spécialisé dans l'eau, la propreté, l'énergie et le transport, a décidé de changer de nom pour Veolia Environnement. Issu de l'ex-Générale des Eaux, le groupe veut tourner la page Vivendi Universal pour mieux entrer dans l'avenir avec une autre image. Pour le président H. Proglia qui présentera la proposition au conseil d'administration du 31 avril, « le nom, dérivé d'Eole dieu des vents, évoque le souffle nouveau de l'entreprise et son engagement vis-à-vis du développement durable ».

(La Tribune : 08/04/2003 ;  
Les Echos : 08/04/2003)

### **Ingénierie et Conseil : Gaudriot envisage un rapprochement à quatre**

Le président du groupe d'ingénierie et de conseil Gaudriot verrait d'un bon œil le rapprochement avec trois de ses confrères également spécialisés dans l'eau et l'environnement. Ce sont BCEOM, du groupe Egis (Caisse des Dépôts et Consignations), Antea, filiale du BRGM, et Safège, société d'ingénierie du groupe Suez. Pierre-Henri Gaudriot explique l'intérêt d'un tel mariage par la complémentarité des compétences autour du thème de l'eau et l'occasion, pour un pôle français d'ingénierie, d'atteindre la taille critique à l'échelle européenne. En effet, si Gaudriot a un chiffre d'affaires de 68 M€, les quatre sociétés fédérées atteindraient 250 M€, c'est-à-dire 1 % du marché européen. L'idée est lancée ...

(Les Echos : 31 /03/2003)

### **Défis à la pelle dans les boues de curage**

Le curage des cours d'eau génère chaque année 2,82 millions de m<sup>3</sup> de sédiments pour un coût total de 26 M€. À 77 % ces volumes provien-

nent de voies navigables. Pour les ports comme pour les cours d'eau, c'est la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 qui encadre les activités de dragage et de curage et les soumet à un régime d'autorisation ou de déclaration selon les volumes, et c'est le décret du 29 mars 1993 qui fixe des seuils de qualité et de quantité.

L'arrêté ministériel du 23 février 2001 établit les prescriptions minimales pour le curage des ports. Mais pour les cours d'eau, aucun texte autre que le code rural, très imprécis, ne fait référence. Le MEDD souhaite remédier à cette lacune en modifiant le décret du 29 mars 1993 avant la fin de l'année, un arrêté ministériel précisant ensuite les procédures à suivre dont l'imposition éventuelle, dans certaines zones à risques, d'une analyse de sédiments avant toute opération de curage. Les Mises (Missions inter-services sur l'eau) assumeront toujours le contrôle administratif de l'entretien des cours d'eau. Le MEDD a opté pour un cadre réglementaire minimal afin de ne pas mettre un terme aux opérations de curage. Car l'obligation d'analyses rend plus onéreuse l'opération dont le coût peut ainsi passer de 5,75 €/m<sup>2</sup> à 13,75 €/m<sup>2</sup> d'après les données de la VNF (Voies Navigables de France) et de la CNR (Compagnie Nationale du Rhône). La nouvelle

réglementation vise les opérations de régalage<sup>(4)</sup> qui, en cas de sédiments contaminés, peut s'avérer très polluante. Les autres débouchés tels que la mise en décharge ou la valorisation ne seront, en revanche, pas plus encadrés qu'ils ne le sont déjà.

(Environnement Magazine n° 1616 :  
avril 2003)

---

(4) L'opération consiste à étaler les sédiments sur les berges.

# QUESTIONS MULTILATÉRALES

## ACIER

### La mesure américaine « 201 » jugée illégale par l'OMC...

Un peu plus d'un an après la mise en place de la mesure 201 par Washington, l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) vient de rendre un jugement provisoire (et supposé être resté confidentiel !) qui considère cette taxation comme illégale.

Rappelons que la mesure 201 prévoit une sur-taxation des importations d'acier aux États-Unis, d'un montant variant de 5 à 30 % suivant la nature du produit. La raison d'être de cette mesure était de sauvegarder l'outil industriel sidérurgique américain qui, en crise depuis 1997 - trente entreprises déclarées en faillite -, menaçait de se détériorer encore sous la pression des importations à des prix estimés nuisibles à son bon fonctionnement. Mais vu du côté des exportateurs d'acier, il s'agissait d'une mesure protectionniste et contraire aux règles de bonne conduite de l'OMC. Très rapidement, de nombreux états et entités supra-nationales - Union Européenne (15 membres), Japon, Corée du Sud, Brésil, Chine, Norvège, Suisse et Nouvelle-Zélande -, soit 22 pays au total, ont contesté la légitimité de la mesure et porté le litige devant la cour de l'OMC. En même temps, pour faire face aux protestations des autres pays comme aux opposants américains à la mesure 201, s'est progressivement mis en place un régime d'exemption des taxes des nations en développement et pour certaines catégories de produit. Enfin, l'Union Européenne a mis au point un arsenal de contre-mesures - taxes et quotas - destinées à se mettre à son tour dans un régime protectionniste dans le cas où l'OMC rendrait un jugement permettant un maintien des mesures américaines.

Le jugement qui vient d'être rendu reste doublement provisoire, d'abord

parce que les procédures veulent qu'il y ait un verdict « confirmé » (attendu en mai) et ensuite et surtout parce que les américains feront appel si le sens du jugement n'est pas infirmé.

Le fondement du litige peut être schématiquement exprimée ainsi : la mesure 201 est-elle une mesure protectionniste à peine déguisée et alors contraire aux règles de l'OMC, ou bien est-elle une mesure de sauvegarde d'un tissu industriel et dans ce cas entrant dans le cadre des mesures de sauvegarde autorisées par l'OMC ?

La deuxième interprétation est soutenue par les États-Unis au titre de la détérioration forte de l'industrie américaine depuis 1997 illustrée par une trentaine de faillites. Et la mesure 201 vise dans ce cas à pallier ces difficultés par une remontée des prix de l'acier par un frein aux importations. Mais cette interprétation est contestée par les autres pays et en particulier par l'Union Européenne à double titre. D'abord parce qu'une mesure de sauvegarde n'est admise par l'OMC que lorsqu'elle est prise dans une période où les importations sont en hausse, ce qui n'était pas le cas pour les États-Unis (sans compter qu'il vaut mieux pouvoir aussi démontrer que les importations sont à l'origine du mal industriel); ensuite parce que d'autres pays ont connu les mêmes difficultés sidérurgiques, mais les ont surmontées en procédant à des restructurations, certes douloureuses, mais plus efficaces que des mesures protectionnistes qu'ils n'ont d'ailleurs pas prises.

C'est pourquoi les plaignants paraissent confiants, et qu'ils devraient l'être à nouveau en appel, à moins d'un miracle réussi par les juristes américains.

*(Les Echos : 27/03/2003 ;  
La Tribune : 27/03/2003 ;  
Metal Bulletin : 31/03/2003)*

### ... Mais les producteurs des pays plaignants restent perplexes quant à la suite

Les producteurs des pays ayant contesté la mesure 201 sont bien sûr satisfaits de la tournure des événements mais se demandent combien de temps s'écoulera avant que l'on assiste à une abolition effective des sur-taxations américaines. En effet les procédures de recours à l'OMC ont déjà pris presque une année, et d'appel en appel du côté américain, on pourrait se diriger vers une issue finale courant 2004 ... échéance proche de 2005 qui est la date prévue d'expiration de la mesure 201 !. Toutefois certains pensent que les États-Unis, dans un contexte international tendu avec l'affaire irakienne, pourraient décider de suspendre la mesure dès cet été, à l'occasion d'une revue de celle-ci normalement prévue à mi-parcours de sa période de validité. Une possibilité en effet, qui permettrait de faire un geste significatif sans perdre la face : il suffirait de l'argumenter par un redressement de la sidérurgie américaine attribué à un effet de la mesure 201 estimé désormais suffisant !

*(Metal Bulletin : 31/03/2003)*

### Europe : l'Union Européenne met l'Inde en garde contre une possible taxation ...

L'Union Européenne, par l'intermédiaire de Pascal Lamy, Commissaire au Commerce, a prévenu les industriels indiens qu'elle imposerait des droits de douanes à l'entrée de l'acier si les importations venaient à s'accroître, en particulier si un tel essor était une conséquence indirecte des mesures protectionnistes américaines. Les exportations indiennes vers l'Europe sont constituées pour moitié de produits laminés à chaud.

*(Metal Bulletin : 27/03/2003)*

### **... Tandis qu'Eurofer insiste pour obtenir des taxes anti-dumping contre l'acier égyptien**

L'échec d'une première tentative d'obtenir des mesures anti-dumping contre certains importateurs d'acier laminé à chaud, et en particulier les égyptiens, ne décourage pas les plaignants. Eurofer insiste dans sa démarche, arguant qu'un rejet de la première demande était uniquement politique. Eurofer entend consolider son dossier en poursuivant ses investigations en Egypte et devrait être bientôt prêt pour une deuxième bataille. En revanche Eurofer n'insistera pas dans d'autres cas, et en particulier pour la Slovaquie qui rejoindra l'Europe l'an prochain et pour la Turquie, qui vient de diminuer ses exportations vers l'Union Européenne de 60 %.

*(Metal Bulletin : 24/03/2003)*

### **Hongrie : taxes à l'importation maintenues pour une nouvelle période**

Les autorités hongroises entendent maintenir leur taxation des importations d'acier jusqu'à mai 2004, date à laquelle l'État Magyar rejoindra l'Union Européenne. Le montant des taxes se situera dans la fourchette de 20 – 25 %, payable au delà d'un quota dépendant lui-même de ce qui aura été importé pendant les trois années antérieures. La décision hongroise est argumentée par une volonté de soutenir certains producteurs nationaux en difficulté, compte tenu du fait que le taux d'importation des aciers est passé de 33,3 à 60,2 % pendant la période 1994-2002.

*(Metal Bulletin : 24/03/2003)*

### **Corée du Sud : procédure antidumping sur l'acier inoxydable**

Cinq producteurs sud-coréens ont lancé une procédure antidumping contre les produits longs d'acier inoxydable en provenance d'Inde, du Japon et d'Espagne. Selon eux, les importations correspondantes ont augmenté de 58 % entre 2001 et 2002. Ils demandent des sur-taxations de 30 à 40 %.

*(Metal Bulletin, 14/04/03)*

## **ALLIAGES ET MÉTAUX SPÉCIAUX**

### **L'UE abolit les taxes anti-dumping sur le magnésium chinois**

Les taxes anti-dumping sur le magnésium importé de Chine ont finalement été abolies le 1<sup>er</sup> avril. Cela faisait longtemps que l'Union Européenne avait promis cette mesure, en fait depuis l'annonce de la fermeture de l'usine Pechiney de Marignac, qui était le dernier producteur de magnésium primaire européen. Les analystes spéculent sur l'évolution des prix après cette levée des taxes et beaucoup pensent que les principaux consommateurs de magnésium, Norsk Hydro et Pechiney, pourraient continuer à privilégier les producteurs occidentaux aux dépens des chinois, estimés moins fiables. Au delà certains voient déjà se préparer un bras de fer entre le magnésium chinois et le magnésium israélien de la Mer Morte.

*(Metal Bulletin : 03 et 07/04/2003)*

### **Taxes américaines sur le titane métal : la commission fédérale auditionne**

Les États-Unis vont-ils aligner les taxes qui affectent les produits bruts (éponge) et les produits transformés de titane métal ? La question est difficile à arbitrer tant les intérêts divergent entre les transformateurs américains, Timet ou RTI International Metals Inc, et les industries consommatrices aéronautiques et automobiles. Timet et RTI ont déposé une requête conjointe pour réactiver une taxe de 15 % sur les importations de titane transformé en provenance de Russie. De son côté, le gouvernement kazakh, conjointement avec le producteur d'éponge Ust-Kamenogorak Titanium & Magnesium souhaite voir l'éponge de titane inscrite au régime spécial<sup>(5)</sup> afin d'échapper à la taxation sur le titane brut. La commission fédérale américaine du Commerce Extérieur devrait débiter ses audi-

(5) GSP pour Generalised System of Preferences

tions le 8 avril. Dans le cadre de cette procédure, Boeing devrait soutenir la position kazakh.

C'est la 2<sup>e</sup> tentative en six mois des fabricants américains pour l'instauration de protections douanières. La 1<sup>er</sup> avait pour objectif de contraindre Boeing à utiliser, pour un de ses contrats avec l'armée, des produits fabriqués aux États-Unis plutôt qu'en Russie dans le cadre de l'« amendement Berry » qui impose le recours à du matériel américain dans tous les programmes de défense. Boeing avait partiellement eu gain de cause et pu compléter ses besoins avec du matériel russe.

*(American Metal Market : 24/03/2003)*



# LES ÉTATS

## AFRIQUE DU SUD

### **Apartheid : l'État versera 3 900 \$ à chaque famille victime de cette politique ...**

Le Président Thabo Mbeki a déclaré devant la Commission pour la vérité et la réconciliation que son gouvernement payerait des réparations à plus de 19 000 victimes des crimes de la ségrégation raciale pour un montant total de 85 M\$. Chaque victime recevra un paiement d'environ 3 900 \$ (à comparer avec le salaire annuel moyen d'environ 3 000 \$).

Le montant total des réparations est loin d'atteindre les 360 M\$ demandés par la commission, mais M. Mbeki, tout en rappelant que l'argent ne pourrait compenser la douleur, a précisé que son gouvernement avait commencé de plus larges réformes pour une meilleure égalité, y compris des programmes pour donner aux noirs une plus grande participation dans les mines, l'industrie et autres secteurs : le Black Economic Empowerment (BEE)

(*NYT* : 15/04/2003)

### **...Et l'Anglo doit faire face à des procès intentés devant la cour américaine**

Anglo American doit faire face à des procès intentés par les victimes de la ségrégation raciale en Afrique du Sud devant la justice américaine. Les avocats demandent à l'Anglo, ainsi d'ailleurs qu'à De Beers, des dommages réparateurs pour une somme atteignant 6,1 milliards de dollars.

L'Anglo a tout d'abord rejeté les accusations, estimant au contraire avoir grandement participé à la levée de l'apartheid en Afrique du Sud. Elle pense de même contribuer à une évolution vers plus d'égalité en créant l'Anglo Khula Mining Fund pour financer à hauteur de 5 M\$ des initiatives

du Black Economic Empowerment (BEE).

Mais Anglo American estime surtout que la question de savoir si les réparations envers les individus peuvent être une solution appropriée et efficace pour aider à la reconstruction de l'Afrique du Sud est avant tout du ressort des processus démocratiques de l'Afrique du Sud.

(*Reuters* : 04/04/2003)

### **Le BEE recherche des partenaires financiers en Europe**

Le Black Economic Empowerment manque de fonds et la Ministre des mines a récemment demandé à la commission européenne de dépêcher des consultants pour évaluer le potentiel commercial des projets de joint venture entre capitaux noirs et blancs. Deux solutions sont examinées, portant sur plus de 885 M€ : dans un cadre de facilités pour capitaux à risques exclusivement réservés au secteur privé sud-africains et gérées par la BEI, ou encore dans le cadre d'un accord d'aide bilatéral UE-Afrique du sud.

(*Africa Mining Intelligence* : 09-22/04/2003)

## ANGOLA

### **Volonté de valoriser la production de diamant**

Le gouvernement vient d'approuver la création d'Endiama Prospection and Production Corporation, une filiale d'Endiama, la société nationale du diamant, pour développer la production angolaise et la valoriser sur place. Des tailleries et des mesures de sécurisation des sites sont prévues, tandis qu'une politique de préférence nationale pour les investissements en exploitations alluviales sera mise en place. Pour l'exploitation en gisement primaire kimberlitiques, il faudra prou-

ver des capacités techniques et financières, mais Endiama se garde le privilège d'être actionnaire majoritaire.

Par ailleurs Sodiam, la filiale commerciale d'Endiama, associée à Ascorp, va reprendre ses activités commerciales dans le pays.

(*Africa Mining Intelligence* : 09-22/04/2003)

### **De Beers négocie toujours pour sauver ses concessions**

Dans le cadre de la révision nationale des permis miniers, entreprise en juin 2000 et ayant pour but de redistribuer les permis en favorisant la compagnie nationale Endiama, le gouvernement va reprendre une partie des 63 000 km<sup>2</sup> de concessions accordées à De Beers en 1996 comme il l'a déjà fait pour America Minerals fields (- 20 % des périmètres concédés). Les discussions qui durent depuis plus d'un an prendront peut-être fin le 30 avril, le renoncement de De Beers à son monopole de vente dans le pays pouvant faciliter les négociations.

(*Africa Mining Intelligence* : 09-22/04/2003)

## BOLIVIE

### **Un village d'artisans miniers engloutis par une coulée de boue**

Un éboulement a englouti un village abritant une coopérative d'extraction d'or à Chima. Ce village, localisé dans le fameux secteur aurifère de Tipuani (alluvions fluvioglacières) à 250 kilomètres au nord de La Paz, est situé sur les contreforts Est-Andins dominant le bassin amazonien, et ainsi en régime de climat équatorial.

Le flanc d'une colline, creusée d'innombrables excavations d'orpailleurs artisanaux, aurait été emporté sous

l'effet de fortes pluies. Le village est isolé, sans téléphone et à plus de 15 h de La Paz par des pistes de montagne très dangereuses. Il est ainsi encore difficile de chiffrer la catastrophe, mais il y aurait 500 disparus sur une population de 3 000 personnes selon le ministère de la défense. Bien que la cause du déclenchement de l'éboulement ne soit pas encore connue avec certitude, on doit noter que Chima avait été touchée dans les jours précédents par des pluies torrentielles. Les habitants, pour exploiter les flancs de la montagne au-dessus du village, avaient détruit le couvert forestier pour effectuer leurs travaux miniers sur une surface étendue et ce brusque changement d'équilibre naturel a très probablement fragilisé le flanc montagneux face à des précipitations violentes à fort effet érosif.

(www.bolivia.com : 01/04/2003)

## BRÉSIL

### L'État pousse à la consolidation du secteur de l'acier

Le gouvernement brésilien veut consolider son industrie sidérurgique pour croître et conquérir les marchés avec les meilleurs atouts. L'orientation en ce sens de la banque nationale de développement économique et social, la BNDES, est essentiel car les sidérurgistes tournent à pleine capacité et doivent financer leurs plans d'expansion.

Arcelor, le n° 1 mondial de l'acier, pourrait montrer le chemin en exerçant ses options pour prendre le contrôle des aciéries brésiliennes où il est actionnaire et les fusionner. Arcelor détient 28,5 % du marché brésilien avec des participations dans la CST (Companhia Siderurgica de Tubarao) et Acesita. Le mariage idéal serait avec la Companhia Siderurgica Nacional (Acominas), qui est détenue par le leader local de l'acier Gerdau. Une fusion entre CSN et Usiminas est également possible. La BNDES voudrait également voir les sidérurgistes brésiliens acheter des usines de laminage pour accroître la valeur ajoutée de l'acier national. Le mouvement aiderait les compagnies brésiliennes à venir à bout des entraves antidumping sur les échanges internationaux. CSN et Gerdau ont ainsi

acheté 2 usines aux USA à cet effet. Il est prévu que le secteur acier investisse plus de 4 milliards de \$ d'ici 2007 pour accroître sa capacité de production annuelle de 33 à 36,8 Mt. La production actuelle, d'environ 30 Mt/an, fait du pays le 8<sup>e</sup> producteur mondial et un tiers en est exporté. Mais cette production annuelle n'a augmenté que de 5 Mt dans la décennie, les compagnies ayant mobilisé leur cash pour moderniser leurs systèmes, diversifier leur gamme de produits et protéger l'environnement. Maintenant, après avoir résolu les problèmes de dette et après avoir retiré les avantages de prix soutenus de l'acier, il est temps de restructurer et d'accroître la production.

(Reuters : 16/04/2003)

## CANADA

### La plus riche mine d'uranium du monde inondée pour six mois

Cameco, le plus grand producteur mondial d'uranium (30 % Cogema) a été forcé de fermer, le 06 avril dernier, sa mine de McArthur River, qui représente environ la moitié de la production nord-américaine, quand une brusque arrivée d'eau a inondé ses puits et tunnels les plus profonds (entre 530 et 640 m). La compagnie estimait récemment qu'il faudrait 4 à 6 mois pour venir à bout de l'envoyage. L'arrêt de la production ne devrait pas avoir de conséquence sur l'approvisionnement des centrales nucléaires d'Amérique du nord, les réserves étant estimées à neuf mois et une production accrue des mines d'outre-mer se mettant en place. McArthur River a produit 18,7 millions de livres d'uranium en 2002, ce qui représente environ 57 % de la production nord-américaine annuelle. Les États-Unis utilisent environ 55 millions de livres d'uranium par an pour leurs 103 centrales nucléaires. L'énergie nucléaire compte pour environ 20 % de l'électricité des États-Unis.

La fermeture de la mine n'a eu aucun impact sur les cours. Un producteur australien a annoncé qu'il aller doubler sa production pour compenser tout déficit éventuel. L'Australie est le

second producteur d'uranium mondial après le Canada, suivi du Niger, de la Namibie, et des États-Unis.

(Reuters : 21/04/2003)

## CHILI

### L'État limite les investissements et les dettes de Codelco

Codelco, premier producteur mondial de cuivre, étudie la possibilité d'une JV pour développer le gîte de cuivre de Gaby situé dans le nord du Chili. Gaby, qui sera la prochaine grande mine de Codelco, représente un investissement de 400 à 500 M\$ pour une production de 170 000 t/an de cuivre.

Le gisement d'oxydés, localisé au Sud de Chuquicamata, a obtenu les autorisations environnementales en janvier. En juin 2002, Codelco avait tout d'abord pensé pouvoir commencer à produire début 2005 après une période de construction de 19 mois. Cependant, les contraintes financières imposées par l'État font évoluer le projet vers la recherche d'une joint-venture. L'importance du portefeuille de projets de Codelco ne lui permet pas de les développer seul, compte tenu des limitations d'investissements et de dette fixées par le gouvernement chilien. La précédente expérience de joint-venture de Codelco est la mine de cuivre de El Abra, dans laquelle elle possède 49 %, Phelps Dodge détenant la majorité à 51 %. Codelco prendra une décision sur le mode de financement de Gaby vers le milieu de l'année 2003.

(Reuters : 14/04/2003)

### Codelco veut rassurer les marchés en garantissant qu'il ne vendra pas ses stocks

Codelco pense que le marché devrait considérer avec plus de confiance son engagement antérieur de stocker 200 000 tonnes de cuivre pour rétablir l'équilibre d'une industrie touchée par la surproduction. Quand Codelco a annoncé en décembre 2002 qu'il stockerait sa propre production au Chili (sans toucher au niveau de production) pour réguler les stocks mondiaux, quelques analystes étaient sceptiques. Ils pensaient que

cette mesure aurait peu d'impact sur les prix d'équilibre et sur les orientations du marché compte tenu de la forte crainte de voir Codelco revenir sur cette décision après une chute de ses actions. Codelco veut maintenant rassurer les marchés et annonce avec force qu'il se comportera exactement comme prévu. Codelco a déjà stocké du cuivre, à côté de sa mine de Chuquicamata dans le désert d'Atacama, à une cadence d'environ 20 000 t/mois, accumulant 60 000 t depuis janvier. Codelco ne vendra pas ce cuivre sur le marché tant que les stocks n'auront pas été ramenés à 800 000 tonnes. Rappelons que les stocks de cuivre mondiaux tournent actuellement autour de 1,2 Mt, dont 0,8 au LME. Codelco assure par ailleurs qu'il n'investira pas dans un nouveau projet de cuivre sans qu'il puisse garantir un retour minimum de 20 % sur le capital

(08/04/2003 : [www.codelco.com](http://www.codelco.com))

## ÉTATS-UNIS

### **Le Président doit signer la loi pour limiter les importations de diamants de la guerre**

Le Sénat américain a examiné pour la deuxième fois vendredi la législation visant à stopper les importations de diamants bruts servant aux financements des guerres civiles africaines, envoyant cette fois l'amendement au Président Bush pour signature. Cette loi est nécessaire à la mise en place aux États-Unis d'un accord international pour limiter les échanges des « diamants de la guerre ». La Chambre a approuvé une version mardi, mais a dû voter encore pour ajuster le texte à la version approuvée par le sénat jeudi. Les pays importateurs et exportateurs de diamant se sont mis d'accord sur le pacte, connu sous le nom de processus de certification de Kimberley, finalisé en novembre après plus de deux ans de négociations. Il est entré en vigueur en janvier avec la participation de plus de 50 pays. Le processus devrait permettre de suivre les diamants depuis les mines jusqu'à la bijouterie dans le but de stopper les trafics de pierres brutes que des groupes armés de plusieurs pays utilisent pour financer des conflits ravageurs.

Une large coalition de groupes défenseurs des droits de l'homme, religieux, laïques et humanitaires, comprenant notamment Amnesty International, World Vision, Oxfam et Physicians for Human Rights, supportent ardemment le projet de loi.

(*NYT* : 12/04/03)

## EUROPE

### **Une nouvelle loi de recyclage des métaux précieux pourrait changer la donne Pd/Pt**

Les lois environnementales renforcées telles que l'ELV (End of Live Vehicles) de la directive européenne devrait obliger les constructeurs automobiles à prendre davantage de responsabilité dans le recyclage de leurs composites et notamment des PGM (Platine Group Metals) tels le palladium et le platine utilisés de manière exponentiellement croissante depuis 1990 dans les pots catalytiques pour limiter les rejets de combustion. Certains analystes prédisent que la récupération du palladium et du platine pourrait ainsi passer à l'horizon 2008 de 9 à 90 t/an pour le premier et de 19 à 30 t/an pour le second.

(*Metal Bulletin* : 03/04/2003)

## FRANCE

### **Metaleurop débouté de sa demande d'extension de liquidation à sa maison mère**

Le tribunal de grande instance de Béthune a débouté vendredi Metaleurop Nord de sa demande d'extension de la liquidation judiciaire à sa maison mère, le groupe de métaux non ferreux Metaleurop SA. Le procureur de la République avait requis en audience le 21 mars l'extension de la liquidation judiciaire. Mais le tribunal n'a reconnu ni le caractère fictif de la société Metaleurop Nord, ni la confusion de patrimoine entre les deux sociétés. Le porte-parole de l'intersyndicale de Metaleurop Nord a expliqué à la presse qu'il déciderait, au vu des attendus du jugement, si le comité d'entreprise de Metaleurop Nord ferait appel. Le protocole d'accord du plan social de Metaleurop Nord, doté de 43 M€, dont 15 000 €

par salarié au titre de l'avance de l'État sur la somme qu'espèrent obtenir les salariés en justice, a été signé le 4 avril. Metaleurop Nord avait été liquidé le 10 mars par le tribunal de grande instance de Béthune, après seulement un mois et demi de période d'observation. Ses administrateurs judiciaires avaient demandé l'extension du redressement judiciaire le 14 février. Metaleurop SA avait cessé de financer fin janvier sa filiale de Noyelles-Godault (Pas-de-Calais), entraînant le licenciement des 830 salariés de la fonderie.

([www.Metaleurop.fr](http://www.Metaleurop.fr) : 11/04/2003)

## GHANA

### **La production d'aluminium de Valco de plus en plus incertaine**

Mis à part le conflit sur le prix de l'électricité enter Kaiser (90 % de Valco) et VRA le fournisseur d'électricité, le niveau des eaux dans le lac Volta, au plus bas, pourrait provoquer l'arrêt total de la production. Jusqu'en mars dernier, 4 des 5 unités de 40 000 t/an de capacité étaient encore en fonctionnement. Depuis, l'une d'elle a été fermée en avril 2002 et deux autres en janvier 2003. La dernière unité pourrait être fermée avant la fin du mois.

(*Metal Bulletin* : 03/04/2003)

## GUINÉE

### **Cours de l'aluminium au plus bas et pertes de revenus**

Le deuxième producteur mondial de bauxite est affecté par la chute des cours de l'aluminium, au plus bas depuis 5 ans. Ses revenus issus de la bauxite ont chuté de 100 M\$ en 1998 à 70 M\$ en 2002. La qualité médiocre du minerai serait aussi un facteur de poids dans la chute des ventes.

(*La tribune* : 04/04/2003)

## INDE

### **Augmentation de production sur fond de privatisation à Nalco**

Le plus gros producteur national d'aluminium a décidé d'augmenter sa

production d'aluminium de 237 000 t à 290 000 t et celle d'alumine de 1,56 Mt à 1,59 Mt ce qui la mettra en meilleure position pour la privatisation encours. L'audit interrompu après des troubles en novembre devrait reprendre en juin. Le gouvernement qui détient 87,15 % veut vendre 29,15 % à un partenaire stratégique, 10 % sur le marché public et 20 % sur un fonds de dépôts américain déjà sollicité. Neuf compagnies internationales: Alcoa, Alcan, CVRD, Rusal, Péchiney, Glencore, BHP Billiton, Alba et Chalco et trois sociétés indiennes : Hindalco, Sterlite Industries et Ispat Group, se sont montrés intéressés. Durant les derniers neuf mois Nalco a augmenté ses ventes de 17 % (383 M\$) ses profits de 28 % (150 M\$).

*(Metal Bulletin : 15/04/2003)*

## **MADAGASCAR**

### **Après la ruée des artisans, la ruée des juniors sur le saphir malgache**

Le nouveau gouvernement paraît avoir su créer un climat de confiance auprès des juniors américains. Suite à un audit réalisé en janvier, Americana Gold and Diamond Holdings, Inc (AGDM) vient d'acheter 49 % des parts de Platinum Works Inc (PWI) pour 2 M\$ dans la JV North Fork 14, société établie pour explorer et exploiter les dépôts de saphir de ses permis de la région d'Ilakaka, à 500 km au SW de Antananarivo. La JV North Fork 14 se compose des partenaires suivants: 49 % AGDM ;

32,5 % PWI ; 10 % Les Pierres Précieuses De Madagascar SARL, et 8,5 % North Fork 14 Investment Group Inc ; mais PWI continuera à diriger le projet. Un accord d'option avec l'actionnaire principal de PWI permet à AGDM d'acheter 100 % des actions non amorties de PWI. Cette dernière a des options pour acquérir à Madagascar d'autres propriétés possédées par des compagnies associées à PWI. La JV NF14 avait fait réaliser une première évaluation du projet saphir et gemmes par Behre Dolbear & Company en juin 2001. L'audit confirme les teneurs annoncées avec une valeur marchande moyenne de 159 \$/m<sup>3</sup> de gravier. Le budget d'investissement de PWI est de 10 M\$, incluant l'équipement d'exploration et les infrastructures.

Mais qu'adviendra-t-il des 300 000 artisans et acteurs connexes qui vivaient de cette activité depuis 5 ans ? Il y a pour l'instant peu de gages d'un développement durable de la ressource saphir et on peut peut-être regretter un probable manque de retombées économiques directes pour ses découvreurs et premiers exploitants.

*(Wallstreetaudio.com ; Agdm.net : 12/04/03)*

## **NIGÉRIA**

### **Nouveau plan de développement minier**

La Ministre des mines Dupe Adelaja a annoncé qu'un nouveau pro-

gramme de développement minier vient d'être mis en place sur sept ans. Il prévoit la refonte des lois minières pour encourager les investissements étrangers. Un levé aéroporté du pays par géophysique vient d'être entrepris pour 15 M\$ avec ciblage sur les potentialités or, zinc et colombo-tantalite.

*(Africa Mining Intelligence : 26/03 au 08/04/2003)*

## **PÉROU**

### **Le Pérou et le Chili veulent coordonner leurs politiques minières**

Une déclaration commune des deux gouvernements vient d'officialiser la création d'un groupe de travail qui devra proposer des réformes pour qu'il y ait une meilleure coopération entre les compagnies minières aux fins d'optimiser à la fois les actions d'inventaires des ressources/réserves de cuivre et les prises de décision d'investissements. Le groupe de travail sera présidé par les deux sous-secrétaires d'état aux mines. La décision déjà prise par le Chili de geler 200 000 tonnes de ses stocks et de ne les libérer que si les stocks mondiaux redescendaient sous les 800 000 tonnes préfigure de ce que pourrait devenir ce « mini OPEP » du cuivre dirigé par deux pays représentant ensemble 40 % de la production mondiale.

*(Metal Bulletin : 03/04/2003)*

# LES ENTREPRISES

## Alcan

Début d'année laborieux pour le canadien, n° 2 mondial de l'aluminium et des emballages de spécialités, qui lance un avertissement sur résultats du premier trimestre 2003. Ces résultats devraient se situer en retrait par rapport aux prévisions faites par Lacan le 21 janvier dernier, qui laissaient espérer un bénéfice net par action situé entre 0,37 et 0,47 dollars (et entre 1,8 et 2,2 dollars pour tout 2003). Les raisons invoquées sont le raffermissement du dollar canadien, l'augmentation imprévue des coûts liée à la hausse des carburants et le renchérissement des matières premières ainsi que du métal recyclé. Rappelons qu'Alcan a réalisé en 2002 un chiffre d'affaires de 12,5 milliards de dollars et emploie près de 50 000 personnes.

*(les Echos : 02/04/2003 ;  
Le Figaro : 02/04/2003)*

## Areva

Le n° 1 du nucléaire mondial communique ses résultats pour l'année 2003. Des résultats justement excellents pour la branche nucléaire du groupe français, mais toujours malheureusement contrebalancés par ceux désastreux de son pôle connectique. Au final cependant, Areva a pu renouer avec des bénéfices en 2002 (240 M€ part de groupe) alors que l'année 2001 avait vu le groupe dans le rouge (- 587 M€).

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 8,265 milliards d'euros, en retrait de 7,2 % par rapport aux 8,9 de 2001. Le résultat opérationnel a grimpé de 48 % à 180 M€, avec la part du nucléaire en très forte augmentation (+ 56 %) à 649 M€, tandis que la part de la connectique était en très grande dégradation (- 73 %) à - 406 M€. Dans ces conditions le résultat financier d'Areva se situe à 587 M€, le résultat net part du groupe s'élève à 240 M€ et le divi-

dende proposé est de 6,20 € (mise en paiement le 30 juin). La trésorerie s'établit à 1,085 milliard d'euros contre une négative de 729 M€ en 2001.

Le nucléaire a donc très bien marché en 2002, atteignant avec 649 M€ une marge opérationnelle de 9,9 %, un niveau record pour le groupe. La progression réalisée en 2002 intéresse toute la filière, depuis l'amont (mines, enrichissement) avec 13 % jusqu'à l'aval (traitement, recyclage) avec 11,3 % et jusqu'aux applications (réacteurs, services) avec 4,2 %. C'est évidemment le pôle le plus rentable, représentant 81 % du chiffre d'affaire du groupe. Que ce soit en France (46 % du chiffre d'affaires) ou à l'étranger où la progression en pourcentage du chiffre d'affaires est affirmée (54 % contre 44 % en 2001).

La situation du pôle connectique (19 % du chiffre d'affaires du groupe), pourtant n° 3 mondial, est en revanche très mauvaise. La connectique enregistre en effet des ventes de 1,560 milliards d'euros en forte baisse (20,7 %) par rapport à celles de 2001. Cette chute accompagne celle plus générale du marché des télécommunications en 2002.

Aux dires de la direction d'Areva le plan de restructuration du pôle, lancé en 2001, commence cependant à porter ses fruits. Hors coûts de restructuration, les pertes du pôle sont en effet passées de 222 à 60 M€ entre le deuxième semestre 2001 et le deuxième semestre 2002, une évolution qui pourrait laisser présager un retour à une situation bénéficiaire pour le dernier trimestre 2003. De toute manière, dit encore Anne Lauvergeon, présidente d'Areva, le pôle connectique ne devra plus altérer les résultats du groupe, ou son avenir s'écrira ailleurs.

*(Les Echos : 28 et 29/04/2003 ;  
La Tribune 28/04/2003)*

## BHP-Billiton

S'appuyant sur ses bons résultats de l'année 2002, le géant minier entend continuer à bénéficier de sa diversification d'activité face à la conjoncture mondiale, mais aussi poursuivre sa stratégie de réduction des coûts par effet de synergie recherché après la fusion de BHP et de Billiton.

Le deuxième semestre 2002 s'est traduit par un résultat net de 931 millions de dollars, en retrait certes de 19 % par rapport à 2001, mais essentiellement en raison de la tenue du rand sud-africain par rapport au dollar (un écart aujourd'hui négatif de 58 MUS\$ constituait un gain de 300 millions en 2001). Mais la meilleure nouvelle pour la direction du groupe, est d'avoir atteint l'objectif de 270 MUS\$ d'économie par effet de synergie. Mieux encore, une économie supplémentaire de 70 millions montre que le groupe est bien positionné pour atteindre la barre des 500 MUS\$ fixés comme objectif pour mi-2005.

Au-delà d'une gestion performante, BHP Billiton a aussi bénéficié d'un effet d'entraînement d'un marché chinois plus que jamais dynamique et demandeur : 5 % des revenus du groupe en furent directement dépendants, avec 30 % des ventes d'aluminium et 20 % des ventes de fer.

Mais la force première de BHP Billiton reste sa diversification prononcée qui lui permet d'avoir une réponse équilibrée aux fluctuations des cours. Ainsi en 2001 le groupe a été affecté par une évolution négative des cours de l'aluminium, du fer, du diamant, et du charbon thermique, mais s'est plus que rattrapé avec l'évolution positive des produits pétroliers, du nickel, du chrome, du cuivre, du manganèse et du charbon pour métallurgie.

Les dépenses d'exploration enfin, s'élevant à 130 MUS\$ pour 2002, ont

été réduites de 72 millions par rapport à 2001.

(*Mining Journal* : 26/02/2003)

## Carbone Lorraine

Les comptes du groupe font apparaître une aggravation des pertes : 10,8 millions d'euros en 2002 contre 8,1 millions en 2001. Une lourde provision de 29 millions d'euros vient en fait occulter les efforts opérationnels du groupe. Cette provision est destinée à couvrir le coûts de plusieurs litiges en cours pour entente illégale sur les prix.

(*Les Echos* : 19/03/03)

## Elf Gabon

Le groupe pétrolier français a réalisé une bonne année 2002 en Afrique, avec un bénéfice net de 141,1 MUS\$ en hausse de 13,3 % par rapport à la performance réalisée en 2001.

(*La Tribune* : 07/03/2003)

## Eramet

Le nouveau PDG du groupe français a pu annoncer des résultats contrastés, mais satisfaisants compte tenu de la conjoncture économique mondiale.

Résultats satisfaisant car Eramet termine l'année 2002 avec un résultat net part de groupe positif de 6 millions d'euros alors qu'il se trouvait dans le rouge avec - 3 M€ à la fin de 2001. Pourtant le chiffre d'affaires a clôturé à 2,096 milliards d'euros, en retrait par rapport aux 2,228 réalisés en 2001. De même le résultat d'exploitation se situe à 49 M€ contre 96 en 2001. Le résultat par action se monte à 0,23 € contre 0,13 en 2001, et le dividende s'élève à 1 € contre 1,14 l'an passé. Mais la meilleure nouvelle est peut être une réduction très significative de l'endettement financier net, à 71 M€ fin 2002 contre 254 en 2001, et représentant maintenant un taux de 5 %.

Résultats contrastés, car très positifs pour la branche nickel, mais très médiocres pour les branches manganesè et alliages.

Le nickel, qui contribue pour seulement 24 % du chiffre d'affaires a permis de réaliser un profit de 73 M€,

en progression impressionnante de 78 % par rapport à 2001. Le manganesè en revanche, comptant pour 42 % du chiffre d'affaires, a généré une perte de - 20 M€, contre - 3 en 2001 (difficultés dans les usines du Gabon et de Boulogne). Les alliages enfin, contribuant pour 34 % du CA, ont connu un premier semestre plutôt satisfaisant, mais un second franchement mauvais, en particulier dans le domaine de l'industrie aéronautique. Pour cette branche l'élément positif fut une forte demande chinoise, mais à l'impact malheureusement tempéré par une concurrence accrue des industriels de l'Asie et de l'Ukraine.

(*Les Echos* : 28/03/2003 ;  
*La Tribune* : 28/03/2003 ;  
*Metal Bulletin* : 31/03/2003)

## Montupet

Bons résultats 2002 pour l'équipementier français, dans une conjoncture économique difficile. Chiffre d'affaires de 474,69 M€, en insensible progression ; résultat d'exploitation de 31,37 M€, en petite hausse par rapport aux 27,09 obtenus en 2001 ; et surtout un résultat net part de groupe de 24,51 M€, doublé par rapport aux 12,04 de 2001. Enfin, la marge brute d'autofinancement, d'un montant de 58,12 M€, a elle aussi progressé (39,72 en 2001).

Dans le cadre international de son activité, les tendances suivantes s'observent pour 2002 :

- le chiffre d'affaires de Montupet est resté relativement stable en France/Belgique (- 1,8 %) et au Royaume-Uni (+ 3,4 %), a enregistré des hausses sensibles en Espagne (+ 12,1 %) et surtout au Mexique (+ 46,7 %), mais une baisse conséquente (- 22,8 %) au Canada ;
- le résultat d'exploitation s'est lui amélioré nettement en France/ Belgique (+ 23 %), tandis qu'il restait stable au Royaume-Uni et en Espagne, passait dans le positif au Mexique, et s'inscrivait enfin en très forte baisse au Canada où il devenait négatif.

(*Les Echos* : 24 et 25/03/2003 ;  
*La Tribune* 24/03/2003)

## Newmont

Premiers comptes annuels très positifs pour le Newmont « nouveau » après l'absorption de Normandy et de Franco-Nevada. Les revenus du groupe se sont élevés à 2,7 milliards de dollars (en hausse de 64 %) et ont permis de dégager un profit net de 154,3 M\$, un renversement de tendance important après les pertes de 54,1 millions en 2001.

Les ventes d'or se sont accrues de 40 % pour atteindre le total de 7,6 millions d'onces. Le prix de vente moyen, suivant l'élévation des cours du métal jaune, est passé de 271 à 313 US\$/o.z. Toutefois, les coûts opératoires (189 US\$/o.z) se sont accrues de 5 \$/o.z et l'ensemble des coûts d'exploitation, en hausse de 41 % s'est élevé à 1,5 milliards de dollars.

Les dépenses d'exploration se sont montées à 88,9 M\$ et les réserves de Newmont à fin 2002 atteignent 86,9 Mo.z, un total qui incite à l'optimisme si les cours se maintiennent durablement à leur niveau actuel.

Enfin, le nouveau groupe élargi a augmenté sa trésorerie, qui passe de 149,4 à 401,7 M\$, mais sa dette s'est aussi sensiblement alourdie, passant de 1,4 à 1,8 milliards de dollars.

(*Mining Journal* : 28/03 et  
04/04/2003)

## Nippon Steel

Le second producteur japonais d'acier a dévoilé son plan de restructuration, afin de réduire son endettement et accélérer la réduction de ses coûts. Leur objectif de bénéfice courant de 250 million de yen en 2006 provoque un certain scepticisme notamment relatif à la faiblesse de la demande japonaise et à la baisse des prix du marché chinois. Nippon Steel est par ailleurs en pourparlers avec China's Baoshan Iron & Steel en vue de former une joint venture capable de fournir en feuilles d'acier l'industrie automobile chinoise en plein essor.

(*Financial Times* : 21/04/03)

## Saint-Gobain

Bonnes performances défensives de l'industriel français pour l'année 2001. Chiffre d'affaires stable de 30,274 milliards d'euros (30,39 en

2001) ; résultat d'exploitation peu changé à 2,582 milliards (2,681 en 2001), mais s'il baisse de 3,7 % dans l'absolu et représente 8,5 % du CA (8,8 % en 2001), il progresse de 0,2 % à structure et taux de change comparables. Le résultat net s'élève à 1,051 milliards d'euros (1,057 en 2001), conduisant à un bénéfice net par action de 3,08 € (3,10 en 2001). Ces chiffres eux-aussi traduisent une stabilité, mais hors plus-values et hors provisions exceptionnelles pour amiante (100 M€), le résultat net eût été en hausse de 5 %. La capacité d'autofinancement reste stable à 2,673 milliards (2,733 en 2001), mais l'endettement net du groupe est en régression à 7,012 milliards (7,792 en 2001).

Sur ce dernier point justement, Saint-Gobain a lancé une émission obligataire (1 milliard d'euros ; 5 % sur une durée de 7 ans) dans l'objectif de restructurer et d'allonger la durée moyenne de sa dette. Cette opération a connu un succès plus important que prévu puisque le groupe a pu émettre 1 milliard au lieu des 750 millions initialement prévus, ce qui traduit une confiance des investisseurs dans le profil du groupe, que les effets du risque amiante n'affectent pas trop pour l'instant.

*(Les Echos : 03/04/2003 ;  
la Tribune : 21 et 27/03/2003)*

### **Séché Environnement**

Le spécialiste français du traitement et stockage des déchets compte augmenter fortement ses investissements en 2003 (45 M€ contre 26 en 2002). Par ailleurs il prétend pouvoir retrouver des comptes positifs dès cette année après avoir consenti une perte nette de 11,1 M€ en 2002.

*(La Tribune : 03/04/2004)*

### **Socom Metallurgy**

Le groupe de chaudronnerie, leader français pour la production de pièces de grande dimension pour l'industrie lourde, sa politique de croissance, avec l'objectif de doubler sa taille en deux ans. Rappelons que Socom a réalisé en 2002 un chiffre d'affaires de 18 millions d'euros (dont 40 % à l'export) et dégagé un bénéfice net de 600 000 €. Mais le groupe

s'était jusqu'à présent agrandi seul en achetant Berthier Alpes, Berthier Provence et Sacsun à Valenciennes, et son capital restait 100 % Socom-Holding, elle-même détenue entièrement par l'industriel Jean-Marie Vercruysse. L'entrée de la société Participex dans le capital du groupe, à hauteur de 1 M€ marque une étape nouvelle dans la stratégie de Socom qui estime ne plus pouvoir grandir en ne comptant que sur ses forces propres. La direction de Socom considère que cette opération lui permettra de poursuivre sa croissance dans des métiers connexes comme l'ingénierie ou la maintenance sur site. Jusqu'à présent Socom avait réussi à éviter les difficultés du secteur de la chaudronnerie en se positionnant sur un marché de niche constitué par les pièces de grande dimension pour des marchés variés allant de l'industrie pétrolière aux tunneliers et en incluant l'aéronautique. Reste à savoir si la croissance nouvelle voulue par Socom, avec d'autres acteurs et en abordant d'autres créneaux réussira à se maintenir à l'écart des difficultés jusqu'ici évitées.

*(Les Echos : 25/03/2003)*

### **Umicore**

Le producteur de métaux belge, qui a enregistré en 2002 un profit net consolidé de 48,4 millions d'euros, a fait part de son intention d'acheter 49 % d'Eurotungstene Poudres, détenus par le suédois Sandvik. Les 51 % restants sont la propriété d'Eramet.

*(La Tribune : 26/03/2003)*

### **US Steel**

L'aciériste américain est en voie d'acquiescer le producteur serbe Sartid en même temps que six de ses filiales. L'achat comporterait le versement de 23 M\$ ainsi que l'engagement d'en investir 150 pendant 5 ans dans les unités de production acquises, elle devrait être finalisée au cours du troisième trimestre 2002, après avoir obtenu le feu vert de commissions anti-trust dans plusieurs pays. La transaction a été menée par US Steel Balkan, une filiale serbe de l'américain. L'objectif d'US Steel est de renforcer ses positions en Europe de l'Est et en Europe Centrale que le pro-

ducteur américain considère comme une zone à fort potentiel de développement. C'est ainsi qu'US Steel avait déjà fait l'acquisition de Kosicex en novembre 2000, est actuellement en pourparlers pour acquiescer Polski Huti Stali, et a enfin exprimé son intérêt pour le producteur hongrois Dunafer. Rappelons par ailleurs qu'aux États-Unis US Steel s'est positionné pour acquiescer National Steel, le cinquième producteur du pays.

*(Metal Bulletin : 03/04/2003)*

### **XStrata**

Depuis l'automne dernier, les rumeurs d'une OPA d'Xstrata sur l'australien MIM Holdings n'ont pas manqué. Mais un dénouement effectif serait cette fois proche. MIM en effet serait prêt à accepter l'offre d'Xstrata de 1,76 A\$ pour chacune de ses actions. Dans ces conditions l'ensemble de MIM serait valorisé à hauteur de 3,5 MA\$ (2 M€). À cette annonce, l'action du cinquième producteur mondial de charbon a enregistré une hausse de plus de 7 % la portant à 1,55 A\$, tandis que celle Xstrata de son côté progressait de 5,9 %. L'objectif d'Xstrata à travers cette acquisition est de réduire son exposition en Afrique du Sud où le groupe minier basé en Suisse tire 58 % de ses résultats opérationnels

*(Mining Journal 27/03/2003)*

# CARNET

## Afnor

Olivier Peyrat a été nommé Directeur Général de l'Agence Française de Normalisation (Afnor). Polytechnicien et ingénieur en chef des Mines, Olivier Peyrat était auparavant directeur général de l'Afaq (Association française pour le management et l'amélioration de la qualité). Il gardera cette fonction et sera ainsi chargé de réaliser la fusion Afnor/Afaq, opération décidée et approuvée en mars dernier par leurs conseils d'administration respectifs. Olivier Peyrat, qui prendra ses fonctions le 1 juin 2003, succède à Alan Bryden, secrétaire général de l'Iso à Genève depuis le 1<sup>er</sup> mars.

(Les Echos : 03/04/2003)

## Alcan

Yves Fortier, le président du géant canadien de l'aluminium, a choisi deux candidats pour entrer au conseil d'administration du groupe : Denis Desautels, qui a occupé les fonctions d'inspecteur général pour le Alcan-Canada pendant les dix dernières années et Milton Wong, président de HSBC Asset Management et chancelier de l'université Simon Fraser (Colombie Britannique). L'assemblée générale statuera sur ces choix le 24 avril.

(Metal Bulletin : 24/03/2003)

## Cité des Sciences et de l'Industrie

Thomas Grenon a été nommé Directeur Général de la Cité des sciences et de l'industrie. Polytechnicien et ingénieur en chef des Mines, il a débuté au ministère de l'Industrie avant de devenir conseiller au cabinet de Philippe Douste-Blazy (ministère de la Culture). En 1997, il a rejoint Financière Agache en tant que directeur général adjoint, puis, en 1999, Axa France en tant que secrétaire général,

et enfin la Royal Bank of Scotland comme directeur d'investissement.

(Les Echos : 28/03/2003)

## Fédération des Minerais et Métaux (FMM)

Yves Rambaud a été nommé Président du conseil d'administration de la Fédération, succédant à Bertrand Durrande. Yves Rambaud vient de quitter le mois dernier la présidence et la direction générale du groupe Eramet qu'il occupait depuis 1991. Polytechnicien et ingénieur des Mines, c'est un familier de la Fédération, puisqu'il y occupait déjà le poste de vice-président. Bertrand Durrande continuera à siéger au conseil de la FMM.

(Les Echos : 21/03/2003)

## IFP

Olivier Appert a été proposé par le conseil d'administration de l'IFP (Institut Français du Pétrole) comme candidat à la présidence, pour remplacer Claude Mandil parti comme nouveau directeur exécutif de l'Agence Internationale pour l'Energie. Polytechnicien et ingénieur général des Mines, Olivier Appert a d'abord occupé en 1989 les fonctions de directeur des hydrocarbures au Ministère de l'Industrie puis rejoint la direction générale de l'IFP pour diriger les activités de recherche et développement. En 1998 il devient vice-président d'Isis, une holding où l'IF est actionnaire majoritaire, avant de rejoindre l'Agence Internationale de l'Energie en 1998 comme directeur de la coopération à long terme et de l'analyse des politiques.

(Les Echos : 21/03/2003)

## Lafarge

Philippe Gruat a été nommé Directeur Général de Lafarge Granulats France. Il occupait auparavant les fonctions de directeur du mar-

keting groupe. Il remplace Bernard Le Bras qui pour sa part est nommé Directeur des performances cimentières du groupe Lafarge.

(La Tribune : 07/04/2003)

## Ministères des Mines

**En République Centrafricaine,** Sylvain Ndoutingaï, neveu du général François Bozizé (autoproclamé Président de la République, chef de l'Etat, ministre de la Défense, chargé de la restructuration de l'armée), a été nommé à la tête du ministère de l'énergie et des mines, ce qui permettra au président de contrôler l'exploitation du diamant et l'attribution des permis de recherche pétrolière. Il faut noter que le nouveau gouvernement a été reconnu par la CEMAC et par tous les partis politiques centrafricains et que tous les accords internationaux antérieurs ont été maintenus.

(africatime.com : 10/04/2003 ;  
Africa Mining Intelligence : 26/03 au  
08/04/2003)

Au Swaziland, le roi Mswati vient de nommer Mahlaba Mamba nouveau ministre des ressources naturelles. Ce dernier, sans aucune expérience dans le domaine minier, veut apporter des idées nouvelles comme celle de réhabiliter d'anciennes mines grâce à de nouvelles technologies.

(Africa Mining Intelligence : 09 au  
22/04/2003)

## Stillwater Mining Co

Après avoir signé un accord en novembre 2002 (cf. Ecomine) pour acquérir 51 % de Stillwater, Norilsk Nickel se place dans la perspective de la finalisation de cette transaction en septembre prochain et a choisi 5 candidats pour entrer au conseil d'administration du Stillwater nouveau : Graig Fuller, président-directeur général de National Assn of Chain Drug Stores, Ike Kaveladze, président du groupe IBC, Donald Riegler Jr, président des



relations avec le gouvernement à Apco, Todd Schafer, de Hogan & Hartson et Jack Thomson, directeur chez Barrick Gold Co et Phelps Dodge Co. Rappelons qu'avec cette acquisition, Norilsk Nickel renforcera encore sa position prédominante sur le palladium, métal par ailleurs en forte chute de prix depuis la mi-mars.

*(Metal Bulletin : 03/04/2003)*

### **TSR Recycling**

Björn Voigt, directeur commercial du groupe allemand, vient d'annoncer sa décision de quitter TSR. Il a également démissionné de sa fonction de trésorier de la fédération allemande

des recycleurs de métaux ferreux. Cette décision - personnelle - a surpris dans la mesure où Björn Voigt est une personnalité reconnue dans le monde de l'industrie du recyclage de l'acier et qui en a représenté les acteurs avec succès au niveau national aussi bien qu'international.

*(Metal Bulletin : 27/03/2003)*

### **Valeo**

Thierry Morin a été nommé Président du conseil d'administration et Directeur Général de Valeo. Cette nomination suit la transformation de l'équipementier automobile français en société anonyme à conseil d'admini-

nistration qui a été approuvée par l'assemblée générale des actionnaires le 31 mars. Thierry Morin, titulaire d'une maîtrise de gestion, est un ancien de Valeo, groupe qu'il a rejoint en 1989. D'abord directeur financier des opérations stratégiques, puis directeur général adjoint, et directeur général depuis 2000, il était depuis 2001 président du directoire de Valeo. Par ailleurs Noël Goutard, président du conseil de surveillance du groupe, a été nommé Président d'honneur de Valeo.

*(Les Echos : 02/04/2003)*

# **ECO-NOTE**

# L'acier : situation et perspectives du marché mondial

Par N. Stolojan, BRGM

## Production mondiale d'acier

Selon les dernières statistiques de l'IISI, la production mondiale 2002 d'acier brut aurait, pour la 1<sup>ère</sup> fois, dépassé les 900 Mt, à 902 Mt. Le tableau suivant présente la **production mondiale d'acier brut (en Mt)** sur 10 ans, par régions et pays sélectionnés.

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>UE 15</b>	144	144	152	156	147	160	160	155	163	158	159
<b>Autre Europe **</b>	43	44	47	49	47	51	47	43	47	45	48
<b>CEI</b>	118	98	78	79	77	81	74	86	99	98	100
- <i>Russie</i>	67	58	49	52	49	48	44	52	59	57	59
<b>Nord Amérique *</b>	107	113	116	123	124	129	130	130	135	120	124
- <i>USA</i>	84	89	91	95	96	98	99	97	102	90	92
<b>Sud Amérique</b>	32	34	35	34	36	37	36	35	39	37	41
<b>Afrique</b>	14	14	13	14	13	13	13	13	14	14	15
<b>Moyen Orient</b>	6	7	8	8	9	10	9	10	11	11	12
<b>Asie</b>	248	265	266	280	288	309	298	308	332	354	393
- <i>Chine</i>	81	90	93	95	101	109	115	124	127	151	182
- <i>Japon</i>	98	100	98	102	99	105	93	94	94	103	108
<b>Océanie</b>	8	9	9	9	9	10	10	9	8	8	8
<b>Total Monde</b>	<b>720</b>	<b>728</b>	<b>725</b>	<b>752</b>	<b>750</b>	<b>799</b>	<b>777</b>	<b>788</b>	<b>848</b>	<b>850</b>	<b>902</b>

\* USA + Canada + Mexique + Am. Centrale

\*\* Turquie incluse

(Source : IISI)

Sur la période 1992 – 2002, alors que la production mondiale a augmenté de 23 %, la production de l'UE 15 a enregistré un modeste + 10 %. Celle de la CEI a baissé de 18 % : depuis l'effondrement de 1998, la production de la Russie est en reprise mais elle est toujours inférieure de 14 % à celle de 1992.

La production nord-américaine est en augmentation de 16 % sur la même période, essentiellement grâce au Mexique dont la production est passée de 8 à 15 Mt entre 1992 et 2000, et au Canada. La production des États-Unis est quasi « stagnante ».

C'est bien sûr l'Asie qui est le principal moteur de la croissance de la production sur 1992 – 2002, avec une augmentation étonnante de 54 %. La Chine est le principal contributeur avec 223 % (!) sur la décennie. Depuis le milieu des années 1990, elle a dépassé le Japon, autre pays dont la production stagne. Notons également le quasi doublement de la production sud-coréenne qui passe de 28 Mt en 1992 à 45 Mt en 2002. Quant à l'Inde, sa production d'acier brut augmente de 18 Mt à 28 Mt, ce qui reste toujours bien peu pour un pays d'une telle taille et d'une telle population.

## Technologies de production

La grande majorité de l'acier mondial est produite à partir de la fonte qui est transformée en acier dans des convertisseurs à oxygène ou bien dans des fours à arc qui traitent surtout des ferrailles mais peuvent aussi traiter du fer provenant des préproduits (DRI /HBI). Le DRI/HBI a produit en 2001, 38 Mt de fer contre 42 Mt en 2000 (baisse liée au coût élevé du gaz, en particulier aux États-Unis et au Mexique en 2001). La production mondiale de fonte a été de 577 Mt en 2000 et 2001, dont environ 50 % produits en Asie.

Le tableau suivant fait un point de la répartition entre les différentes technologies utilisées dans le monde pour produire et couler l'acier en 2001 (unités en Mt ; recouvrements pas toujours à 100 %).

Région	Convertisseur	Four à arc	Autres	Coul. continue	Lingots
UE 15	93	65		153	5
Autres Europe	28	18	0,3	39	6
CEI	55	13	32	39	58
Nord Amérique	61	59		117	4
Sud Amérique	25	12		34	3
Afrique	7	8		15	0,4
Moyen Orient	2	10		12	
Asie	224	100	29	319	31
Océanie	7	1		8	
<b>Total Monde</b>	<b>502</b>	<b>285</b>	<b>62</b>	<b>734</b>	<b>108</b>

(Source : IISI)

Plus des deux tiers de la production asiatique se fait par convertisseurs dans des complexes intégrés depuis la fabrication de la fonte jusqu'à la fabrication puis la coulée de l'acier. Bien que la coulée continue soit largement répandue, près de 10 % de la production asiatique se fait encore en lingotières, en particulier en Inde et en Chine. Cette pratique, ainsi que la subsistance de fours Martin inclus dans la colonne « Autres » du tableau, signifie un retard technologique. Ceci est encore plus vrai dans les pays de la CEI où une grande partie de la production d'acier provient de fours Martin et où la coulée continue demeure moins répandue que les lingotières.

Les fours à arc, qui produisent environ 34 % de l'acier mondial, sont très développés en Amérique du nord où ils produisent la moitié de l'acier, dans les fameuses « mini mills » (mini-acières) du type Nucor. Il s'agit d'usines ayant des coûts d'investissement et opératoires plus faibles que les complexes intégrés qui sont pénalisés par la présence de nombreuses installations auxiliaires telles que cokeries, unités de pelletisation des fines de minerai, etc..., coûtant cher à la maintenance et pouvant engendrer des problèmes de pollution. Mais les fours à arc ne peuvent se développer qu'en présence d'un gisement de ferrailles (scraps) important et à peu près stable, les importations ne jouant qu'un rôle d'appoint.

Un nouveau procédé de fabrication de la fonte, le Hismelt (fusion à haute intensité), pourrait révolutionner le secteur. Il sera mis en œuvre par Rio Tinto (60 %) associé à Nucor (États-Unis), Mitsubishi (Japon) et Shougang (Chine) dans une fonderie à Kwinana (Australie) dont le démarrage est prévu d'ici fin 2004. Ce procédé ne requiert pas de four à coke, ni d'usine de frittage du minerai et rejette moins de gaz à effet de serre à la tonne de fonte produite. Si cette expérience réussit, la technique Hismelt pourrait s'étendre rapidement aux États-Unis et en Europe où les producteurs intégrés sont confrontés aux coûts élevés d'entretien des hauts fourneaux classiques et aux problèmes environnementaux.

## Approvisionnement en minerai de fer et ferrailles

Le tableau suivant présente la production mondiale de minerai de fer sur la période 1992 – 2001 (en Mt).

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
UE 15	29	27	26	27	26	24	23	21	22	21
Autre Europe **	11	10	10	9	7	6	6	6	6	5
CEI	175	154	150	165	144	137	133	139	157	151
- Russie	82	76	73	78	72	71	72	82	87	83
- Ukraine	76	65	51	51	48	53	51	47	56	55
Nord Amérique *	97	100	110	115	114	116	117	108	117	90
- USA	55	56	58	63	62	63	63	58	63	46
Sud Amérique	176	180	201	212	212	221	213	218	239	241
- Brésil	146	150	168	178	180	188	183	189	209	209
Afrique	44	46	49	49	47	50	49	46	49	50
- Afrique du Sud	28	29	32	33	31	33	33	30	34	35
Moyen Orient	3	3	5	9	10	7	12	12	12	12
Asie	276	293	319	333	323	341	296	310	300	298
- Chine	210	226	251	262	252	269	222	237	224	217
- Inde	55	56	58	62	67	69	72	70	73	79
Océanie	115	124	131	142	150	160	156	157	171	183
- Australie	113	121	129	139	147	158	153	155	168	181
<b>Total Monde</b>	<b>927</b>	<b>936</b>	<b>1000</b>	<b>1062</b>	<b>1033</b>	<b>1063</b>	<b>1005</b>	<b>1016</b>	<b>1074</b>	<b>1052</b>

\* USA + Canada + Mexique + Am. Centrale

\*\* Turquie incluse

(Source : IISI)

La Chine, le Brésil et l'Australie produisent 60 % du minerai de fer mondial mais il faut remarquer que sur les 217 Mt produites par la Chine en 2001, seulement le tiers (73 Mt) est classé en « minerai riche ». La Chine a réduit sa production totale de minerai depuis le milieu des années 90 tout en augmentant fortement la proportion de « minerai riche ».

Le tableau suivant présente les **exportations mondiales de minerai de fer sur la période 1992 – 2001**.

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>UE 15</b>	20	22	20	21	19	19	16	14	16	14
<b>CEI</b>	21	30	40	43	41	41	40	28	41	47
- Russie	8	11	19	20	17	12	15	11	17	23
- Ukraine	13	13	21	21	21	20	18	13	18	24
<b>Nord Amérique *</b>	30	31	35	34	34	39	34	33	33	28
- Canada	25	26	30	29	28	32	31	27	27	22
<b>Sud Amérique</b>	125	133	149	154	150	160	163	157	177	173
- Brésil	106	112	125	131	130	140	143	140	160	156
<b>Afrique</b>	25	29	30	33	31	33	34	32	32	34
- Afrique du Sud	15	19	20	22	21	21	22	21	21	24
- Mauritanie	8	10	10	11	11	12	11	11	11	10
<b>Asie</b>	32	36	35	37	36	38	37	35	39	41
- Inde	28	31	31	32	32	33	33	31	35	37
<b>Océanie</b>	104	113	121	132	130	148	138	141	159	154
- Australie	103	111	119	130	128	147	136	139	157	154
<b>Total Monde</b>	<b>367</b>	<b>399</b>	<b>435</b>	<b>460</b>	<b>447</b>	<b>481</b>	<b>463</b>	<b>442</b>	<b>500</b>	<b>493</b>

\* USA + Canada + Mexique + Am. Centrale

(Source : IISI)

\*\* Turquie incluse

Le Brésil et l'Australie contrôlent les deux tiers des exportations mondiales de minerai de fer. Le dernier tiers provient d'exportateurs de taille moyenne (20 - 40 Mt) : Afrique du Sud, Inde, Canada, Russie et Ukraine, et de petits exportateurs (< 20 Mt) : Mauritanie, Suède, etc... Au niveau des sociétés productrices et exportatrices de minerai, on observe également une forte concentration puisque les trois premiers producteurs mondiaux, CVRD, BHP-Billiton et Rio Tinto, contrôlent environ 50 % de la production mondiale du monde occidental et, surtout, **70 - 80 % des exportations mondiales de minerai** (« seaborne market »).

Le tableau suivant présente les **importations de minerai de fer sur la période 1992 – 2001 (Mt)**.

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>UE 15</b>	131	124	141	143	130	135	146	127	137	123
<b>Autre Europe **</b>	24	30	30	37	35	36	36	30	35	30
<b>CEI</b>			6	11	12	7	10	8	17	14
<b>Nord Amérique *</b>	19	21	25	27	29	30	30	28	28	23
- USA	12	14	18	18	18	19	17	14	16	10
<b>Sud Amérique</b>	4	3	4	4	5	5	6	4	5	5
<b>Afrique</b>	3	3	3	3	3	3	4	4	6	5
<b>Moyen Orient</b>	6	8	10	10	10	10	8	9	11	10
<b>Asie</b>	185	199	202	216	220	246	230	234	265	283
- Chine	25	33	37	41	44	55	52	55	70	92
- Japon	114	114	116	120	119	127	121	120	132	127
- Corée du Sud	29	32	32	33	34	39	34	35	39	40
<b>Océanie</b>	3	3	4	4	4	6	5	4	4	4
<b>Total Monde</b>	<b>374</b>	<b>392</b>	<b>427</b>	<b>456</b>	<b>448</b>	<b>479</b>	<b>474</b>	<b>448</b>	<b>509</b>	<b>495</b>

\* USA + Canada + Mexique + Am. Centrale

(Source : IISI)

\*\* Turquie incluse

L'Asie absorbe 57 % des exportations mondiales de minerai de fer, le Japon étant toujours en 2001 l'importateur n° 1 devant la Chine. Mais les importations chinoises sont estimées atteindre 111,5 Mt en 2002 et 130 Mt en 2003 (source Deutsche Bank), faisant de la Chine le futur 1<sup>er</sup> importateur mondial. L'UE 15 est le 2<sup>e</sup> importateur mondial de minerai de fer avec une Allemagne qui représente le tiers des importations, de façon assez constante, sur la période 1992 – 2001.

La comparaison des deux tableaux suivants présentant les flux de ferrailles sur la période 1992-2001, permet d'établir des bilans en pays net importateur ou net exportateur.

Tableau des **exportations de ferrailles sur la période 1992-2001 (Mt ; statistiques incomplètes).**

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>UE 15</b>	20	24	21	22	20	21	20	22	24	24
<b>Autre Europe **</b>	3	3	3	3	3	4	4	5	6	
<b>CEI</b>	1	1	3	4	5	9	13	15	16	
<b>Nord Amérique *</b>	10	11	11	13	11	11	8	7	8	10
<b>Sud Amérique ***</b>										
<b>Afrique ***</b>										
<b>Moyen Orient ***</b>										
<b>Asie</b>	2	1	1	1	3	3	5	5	4	
- Japon	2	1	1	1	2	2	4	4	3	6
<b>Océanie ***</b>										
<b>Total Monde</b>	<b>38</b>	<b>43</b>	<b>40</b>	<b>44</b>	<b>42</b>	<b>49</b>	<b>50</b>	<b>55</b>	<b>59</b>	<b>50</b>

\* USA + Canada + Mexique + Am. Centrale

\*\* Turquie incluse

\*\*\* Chiffres négligeables

(Source : IISI)

Tableau des **importations de ferrailles sur la période 1992-2001 (Mt ; statistiques incomplètes).**

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>UE 15</b>	18	20	21	23	21	23	27	23	27	27
<b>Autre Europe **</b>	6	8	7	10	8	9	8	9	9	
<b>CEI</b>					1	1	1	1	1	
<b>Nord Amérique *</b>	3	4	5	4	5	6	6	7	7	5
<b>Sud Amérique ***</b>										
<b>Afrique ***</b>										
<b>Moyen Orient ***</b>										
<b>Asie</b>	13	17	15	14	13	15	11	15	22	20
- Chine	1	3	2	1	1	2	2	3	5	10
- Corée du Sud	3	5	5	5	5	7	6	7	9	8
<b>Océanie ***</b>										
<b>Total Monde</b>	<b>41</b>	<b>49</b>	<b>49</b>	<b>52</b>	<b>47</b>	<b>55</b>	<b>54</b>	<b>56</b>	<b>66</b>	<b>58</b>

\* USA + Canada + Mexique + Am. Centrale

\*\* Turquie incluse

\*\*\* Chiffres négligeables

(Source : IISI)

L'UE 15 demeure un importateur net de ferrailles : l'Espagne, l'Italie et le Benelux sont les principaux importateurs, alors que l'Allemagne, la France et le Royaume Uni sont des exportateurs nets.

Au niveau de l'« Autre Europe », la Turquie est un importateur très important de ferrailles (7-8 Mt/an), le reste de la zone étant exportateur net. La CEI a été le principal exportateur net mondial dans les années récentes mais il reste à voir si cela va continuer en raison de la demande des aciéristes russes qui font pression pour imposer des taxes à l'exportation des ferrailles.

Mais c'est l'Asie qui est le principal importateur net de scraps avec la Chine, devenue 1er pays importateur mondial et la Corée du Sud, non loin derrière. Le Japon demeure logiquement exportateur de ferrailles.

### Commerce extérieur (acier ouvré)

La comparaison des deux tableaux suivants présentant les flux d'acier sur la période 1992-2001, permet d'établir les tendances des pays.

Une majorité de l'acier produit est encore consommée localement. Néanmoins, le volume des exportations mondiales d'acier est en croissance, ayant progressé de 24 % de la production mondiale en 1980 à près de 40 % en 1999. La majorité

des exportations correspond à des échanges à l'intérieur de l'UE ou du NAFTA. On remarque également le rôle joué par l'effondrement de la consommation d'acier dans l'espace économique de l'ex-Union Soviétique car, à partir de 1993, la production excédentaire de la CEI est venue renforcer considérablement le flux d'exportations mondiales d'acier.

L'UE exporte plus des deux tiers de sa production mais, on vient de le dire, il s'agit surtout d'échanges « intra-régionaux ». Si, dans le passé, l'UE a été un important exportateur mondial d'acier, la stagnation de sa production d'une part, la hausse importante de sa consommation depuis 1998 d'autre part (voir plus loin), ont réduit à peu de chose les exportations hors périmètre UE.

Tableau présentant les **exportations mondiales d'acier sur la période 1992- 2001 (Mt ; chiffres 2001 incomplets)**.

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>UE 15</b>	83	87	91	89	92	100	99	101	110	105
<b>Autre Europe **</b>	20	24	28	23	25	27	25	25	27	29
<b>CEI</b>	19	30	40	42	43	46	44	52	55	54
<b>Nord Amérique *</b>	11	11	11	18	16	17	16	16	17	15
- USA	4	4	4	7	5	6	5	5	6	6
<b>Sud Amérique</b>	14	14	14	12	14	13	12	14	13	
<b>Afrique</b>	5	5	5	4	4	5	5	5	6	
<b>Moyen Orient</b>	1	1	1	1	2	2	1	2	2	
<b>Asie</b>	40	46	45	53	39	55	65	64	73	
- Chine	4	1	3	11	7	9	6	6	11	7
- Japon	19	24	22	22	19	23	25	26	28	29
- Corée du Sud	11	11	10	10	10	11	18	14	14	14
<b>Océanie</b>	3	3	4	3	4	4	4	3	2	
<b>Total Monde</b>	<b>169</b>	<b>223</b>	<b>239</b>	<b>247</b>	<b>237</b>	<b>268</b>	<b>270</b>	<b>281</b>	<b>305</b>	

\* USA + Canada + Mexique + Am. Centrale

\*\* Turquie incluse

(Source : IISI)

Tableau présentant les **importations mondiales d'acier sur la période 1992- 2001 (Mt ; chiffres 2001 incomplets)**.

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>UE 15</b>	68	57	70	81	73	84	95	97	107	103
<b>Autre Europe **</b>	10	14	13	14	14	17	19	18	22	20
<b>CEI</b>	5	6	7	7	7	6	6	6	6	
<b>Nord Amérique *</b>	22	24	37	30	34	38	49	43	51	
- USA	16	18	28	22	27	28	38	3	35	28
<b>Sud Amérique</b>	4	3	4	5	5	6	6	4	5	
<b>Afrique</b>	6	6	7	7	6	8	8	8	9	10
<b>Moyen Orient</b>	9	10	8	8	8	9	10	10	12	16
<b>Asie</b>	55	93	87	84	81	79	59	77	85	
- Chine	8	37	28	15	17	14	13	17	21	26
- Hong Kong	3	6	7	5	4	7	7	7	8	8
- Japon	6	6	6	7	6	6	5	5	5	4
- Corée du Sud	6	5	8	11	11	9	4	9	11	11
<b>Océanie</b>	1	1	2	1	2	2	3	2	2	
<b>Total Monde</b>	<b>180</b>	<b>215</b>	<b>234</b>	<b>237</b>	<b>228</b>	<b>249</b>	<b>255</b>	<b>265</b>	<b>299</b>	

\* USA + Canada + Mexique + Am. Centrale

\*\* Turquie incluse

(Source : IISI)

En dehors de la CEI, principal exportateur net d'acier (environ 50 Mt), le Japon, caractérisé par une forte surcapacité de production par rapport aux besoins domestiques, a exporté environ 25 % de sa production d'acier en 2000, et l'Amérique du Sud environ 20 %.

Du côté des importateurs nets, on remarque la Chine, avec près de 30 Mt (en englobant les importations de Hong Kong), l'Amérique du Nord et plus particulièrement les États-Unis avec environ 20 Mt en 2001 (volume expliquant pourquoi le lobby de l'acier américain a déclenché la demande d'une protection tarifaire) et le Moyen Orient où la demande est en forte croissance dans des pays comme l'Iran, l'Arabie et les Pays du Golfe.

## Consommation d'acier ouvré

Le tableau suivant présente la **consommation apparente (production + importations – exportations) de produits en acier sur la période 1992-2002 (Mt)**. Selon l'IISI, la consommation mondiale d'acier ouvré 2002 (chiffres provisoires) aurait dépassé les 800 Mt pour la 1<sup>ère</sup> fois.

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>UE 15</b>	114	98	116	130	113	128	140	137	144	139	139
<b>Autre Europe **</b>	26	27	26	33	30	35	35	32	36	35	34
<b>CEI</b>	77	52	27	26	25	24	21	22	28	32	32
- Russie	46	31	16	17	16	17	15	17	23	25	
<b>Nord Amérique*</b>	103	110	128	121	131	141	150	147	152	134	131
- USA	84	91	103	100	107	113	120	116	120	106	102
<b>Sud Amérique</b>	17	19	21	22	23	27	26	23	26	27	27
<b>Afrique</b>	13	13	15	15	14	15	16	15	15	18	
<b>Moyen Orient</b>	13	14	13	13	15	16	16	16	18	20	
<b>Asie</b>	232	275	270	290	297	311	281	309	338	364	395
- Chine	70	106	105	98	105	108	116	131	141	170	195
- Inde	15	16	19	22	23	23	24	25	26	27	
- Japon	79	74	65	78	76	80	70	69	76	73	70
- Corée du Sud	22	25	31	36	37	38	25	34	39	38	
<b>Océanie</b>	5	6	6	6	6	7	8	7	7	7	8
<b>Total Monde</b>	<b>600</b>	<b>614</b>	<b>621</b>	<b>657</b>	<b>653</b>	<b>703</b>	<b>693</b>	<b>707</b>	<b>764</b>	<b>772</b>	<b>802</b>
<b>Total hors Chine</b>	<b>530</b>	<b>508</b>	<b>516</b>	<b>559</b>	<b>548</b>	<b>595</b>	<b>577</b>	<b>576</b>	<b>623</b>	<b>602</b>	<b>607</b>

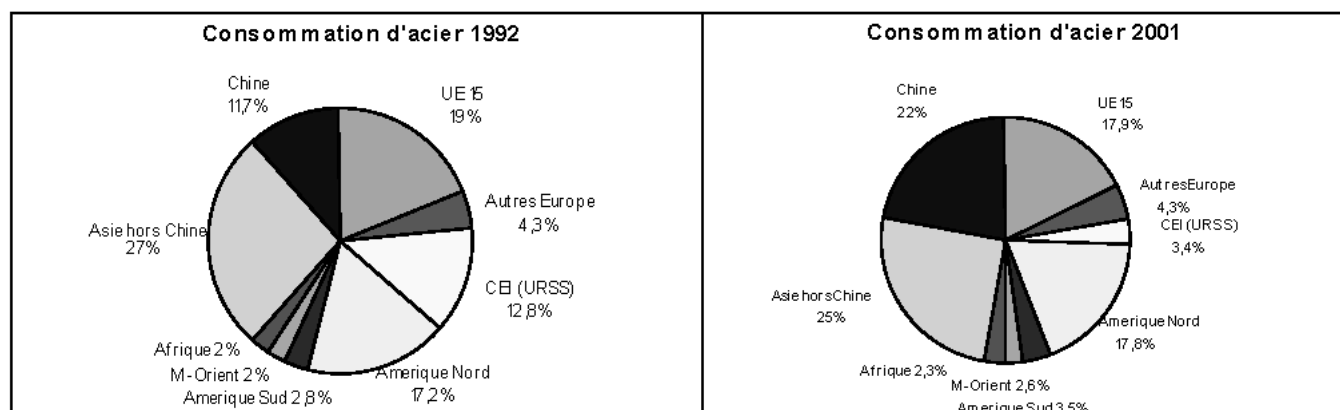
\* USA + Canada + Mexique + Am. Centrale

\*\* Turquie incluse

(Source : IISI)

De 1992 à 2001, la consommation mondiale de produits en acier a augmenté de 28,5 %. Mais, le calcul refait sans la Chine, la croissance redescend au taux plus modeste à 13,4 %. En 2001, l'Asie a consommé 47 % de l'acier mondiale-ment produit, la Chine consommant 22 % à elle seule. L'effondrement de la consommation en CEI et plus particulière-ment en Russie, après la disparition de l'Union Soviétique qui a désamorcé son complexe militaro-industriel, est spectaculaire.

Les graphiques suivants illustrent les **différences, exprimées en %, entre la structure de la consommation mondiale de 1992 et celle de 2001.**



Une autre façon d'appréhender la situation consiste à calculer la consommation par habitant, fournissant une indication sur le stade de développement du pays (ou région) et sur son potentiel de croissance.

Le tableau suivant présente l'évolution de la consommation d'acier ouvré par habitant sur la période 1992 à 2001.



	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Japon	635	594	518	619	603	633	556	544	600	575
Etats-Unis	330	352	396	380	403	423	443	427	436	373
UE 15	310	266	311	350	302	343	374	363	384	366
Océanie	239	272	296	291	282	295	287	2983	285	305
Autres Europe	135	138	134	169	154	175	178	158	176	162
Moyen Orient	109	117	109	105	113	120	117	116	125	138
<b>Monde</b>	<b>118</b>	<b>119</b>	<b>119</b>	<b>123</b>	<b>121</b>	<b>129</b>	<b>126</b>	<b>127</b>	<b>136</b>	<b>135</b>
Chine	59	89	87	79	84	87	93	103	111	132
Asie	78	91	88	93	94	98	87	95	103	108
Amérique sud	57	62	67	70	72	82	78	67	76	76
Afrique	23	28	31	30	27	29	29	28	27	32
Inde	18	18	21	24	24	24	24	25	26	27

De façon générale, la corrélation bien connue entre la consommation d'acier par habitant et le niveau de développement économique y est explicite. Mais il faut se garder d'en tirer des conclusions hâtives. Par exemple, si la Chine semble avoir choisi un modèle de développement semblable à celui de l'Europe ou du Japon en passant par un stade de développement des industries lourdes, l'Inde pourrait bien choisir de passer directement d'une société à dominante agricole à une société de modèle privilégiant le secteur tertiaire (informatique, services, tourisme, etc ...), ...et ce modèle utilisera moins d'acier par habitant sans que cela soit synonyme de sous-développement.

### Panorama de la sidérurgie mondiale début 2003

Le tableau suivant présente un classement 2002 des 50 plus importants aciéristes mondiaux, en terme de tonnages produit (Mt).

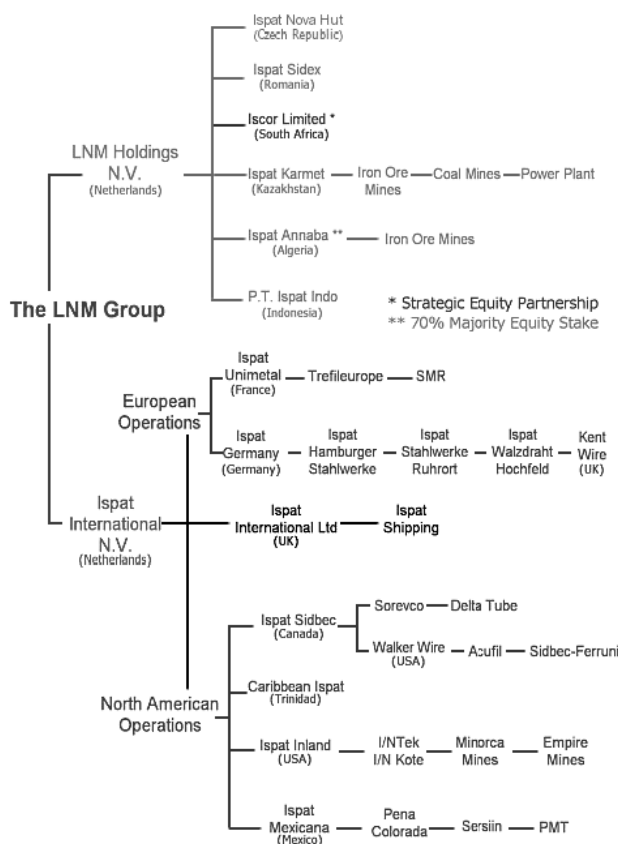
Rang	Société	Production	Pays Siège	Rang	Société	Production	Pays Siège
1	Arcelor	44.03	Luxembourg	26	INI Steel	7.33	Corée du Sud
2	Nippon Steel	30.86	Japon	27	Nisco	7.30	Iran
3	Posco	28.86	Corée du Sud	28	Krivorožstal	6.89	Ukraine
4	LNM Group	27.50	Antilles Ned.	29	Iscor	6.69	Afrique du Sud
5	Sh. Baosteel	19.48	Chine	30	Kobe Steel	6.65	Japon
6	ThyssenKrupp	17.00	Allemagne	31	Benxi	6.21	Chine
7	Corus Group	16.84	Roy -Uni	32	BHP Steel	6.10	Australie
8	NKK	16.53	Japon	33	Mariupol	6.10	Ukraine
9	Riva Group	15.20	Italie	34	Techint Group	6.02	Argentine
10	US Steel	14.45	USA	35	PHS	5.90	Pologne
11	Kawasaki	13.72	Japon	36	Zapsib	5.72	Russie
12	Nucor	12.36	USA	37	Voestalpine	5.66	Autriche
13	Sumitomo	11.81	Japon	38	AK Steel	5.44	USA
14	Sail	11.44	Inde	39	Maanshan	5.38	Chine
15	Magnitogorsk	11.00	Russie	40	HKM	5.32	Allemagne
16	China Steel	10.81	Taiwan	41	Nizhny Tagil	5.29	Russie
17	Anshan	10.07	Chine	42	National Steel	5.22	USA
18	Severstal	9.65	Russie	43	CSN	5.11	Bresil
19	Gerdau Group	9.43	Bresil	44	Tangshan	5.07	Chine
20	Novolipetsk	8.55	Russie	45	Panzhuhua	5.00	Chine
21	Usiminas	8.44	Bresil	46	Hualin	4.91	Chine
22	Salzgitter	8.21	Allemagne	47	CST	4.90	Bresil
23	Shougang	8.17	Chine	48	Baotou	4.82	Chine
24	Bethlehem St.	8.12	USA	49	Azovstal	4.72	Ukraine
25	Wuhan	7.55	Chine	50	Stelco	4.67	Canada

Ce tableau (extrait de la revue Metal Bulletin de mars 2003, sur des données 2002), présente les 104 aciéristes mondiaux dont la production 2002 égale ou dépasse 2 Mt. On y décompte 27 sociétés chinoises parmi ces 104 premiers aciéristes mondiaux à fin 2002, représentant 25% du total, contre 17 à fin 2001.

De façon générale, la sidérurgie mondiale apparaît comme une industrie extrêmement éclatée où le premier aciériste mondial, Arcelor, représente seulement 5 %, et les dix premiers mondiaux 25 %, du total 2002. Par ailleurs, le classement

des sidérurgistes mondiaux change sans cesse sous l'effet des restructurations permanentes qui caractérisent le marché mondial hautement compétitif de l'acier.

Parmi les premières sociétés mondiales, c'est incontestablement LNM Group qui s'est développé le plus rapidement : en ajoutant les productions de toutes les usines dont LNM a pris le contrôle en 2003, le groupe se situerait au second rang mondial. L'organigramme de ce groupe multinational très dynamique est présenté ci-dessous.



LNM a su profiter des privatisations récentes ou en cours dans les pays de l'Est et CEI tels que Roumanie, Tchèque, Kazakhstan et, peut être prochainement, Pologne puisque la société a répondu à l'appel d'offres du gouvernement polonais pour la vente de PHS. Par ailleurs, LNM a un partenariat stratégique (participation minoritaire au capital pour le moment mais gestion de fait de l'entreprise) avec le sud-africain Iscor ainsi que des opérations modernes et profitables en Amérique du nord.

En dehors des privatisations d'actifs des pays de l'Est en faveur de LNM (voir précédemment) ou, par exemple, de US Steel qui a repris le slovaque Kosice il y a deux ans, d'importantes restructurations sont en cours aux États-Unis et au Japon.

Aux États-Unis, International Steel Group (ISG), société nouvelle constituée en avril 2002 par des financiers à partir d'actifs appartenant à la défunte LTV Steel, vient d'annoncer le succès de son offre de 1,5 milliards de dollars pour acheter Bethlehem Steel, autre ancien grand nom de la sidérurgie américaine, aujourd'hui en faillite. La nouvelle société aura une capacité de production supérieure à 14 Mt d'acier et dépassera US Steel, premier aciériste américain intégré. Par ailleurs, ce dernier est en compétition avec AK Steel - un des sidérurgistes américains les plus performants - pour la reprise de National Steel, également en faillite mais autorisé à opérer sous protection de l'« article 201 ». D'ici 2004, cette consolidation dans l'acier américain pourrait abaisser le nombre de sociétés intégrées de six (l'ex « Big six ») à trois (USS, AK Steel et ISG).

Au Japon, c'est la fusion annoncée de Kawasaki Steel et de NKK pour donner naissance à un nouveau géant, JFE Steel, qui fait l'actualité. Selon les déclarations des dirigeants, cette fusion devrait s'accompagner d'une réduction de capacité d'environ 3,5 Mt, soit 10 - 15 % de la capacité cumulée existante des deux groupes. JFE produira environ 26 Mt d'acier en 2003 et sera un rival de poids pour Nippon Steel, le géant de la sidérurgie japonaise.

En Europe enfin, Arcelor a annoncé courant février un plan de fermeture de hauts fourneaux portant sur quelques 8 Mt de capacité au cours des huit prochaines années. Ce sont surtout les sites belges (Cockerill) du groupe qui seront touchés. De plus, Arcelor réduira également ses capacités de laminage à chaud en Belgique et, peut-être, de laminage à

froid dans le nord de l'Europe. Parallèlement, le groupe poursuit le processus de vente d'actifs ciblés par la Commission européenne de la concurrence lors de la constitution du groupe multinational.

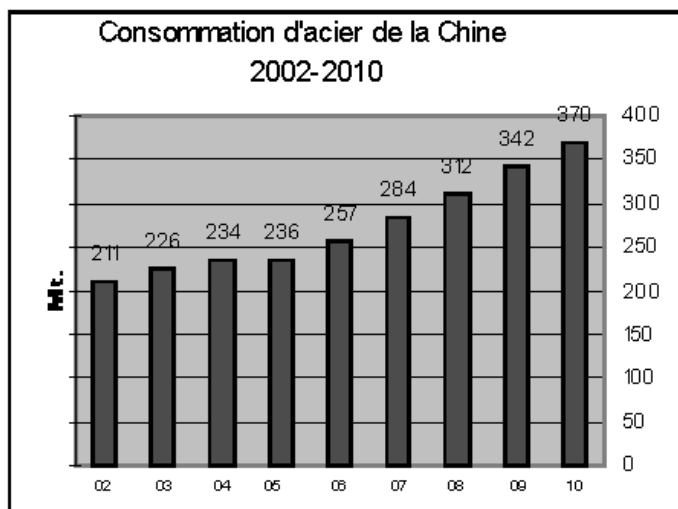
## Conclusions

Après la grave crise de 2001, la sidérurgie mondiale connaît depuis le second semestre 2002 une croissance de la demande globale et un raffermissement des prix (variable suivant les régions du monde). Mais cette croissance se manifeste surtout dans des régions telles que le Sud-est asiatique, le Moyen Orient et, bien sûr, la Chine où la consommation apparente d'acier aurait atteint en 2002 le chiffre faramineux de 195 Mt (chiffre IISI, 170 Mt en 2001). Ailleurs, UE et États-Unis, la demande d'acier reste faible.

Au niveau des prix de l'acier, on assiste depuis le début 2003 au développement d'une véritable bulle spéculative sur la Chine, en particulier pour les produits plats laminés à chaud. La consommation chinoise de ces produits, exprimée en HRB eq. (Hot Rolled Bar equivalent) augmenterait annuellement de 20-25 %. Fin janvier 2003, les prix cif de HRB ont approché les 400 \$/t, contre 270 \$/t au printemps 2002. Mais à partir de mars, les prix ont commencé à descendre vers 370 \$/t. Selon beaucoup d'observateurs, le pic de la constitution de la bulle est désormais passé et le marché chinois semble surstocker.

La croissance de la consommation d'acier en Asie (hors Japon), et ailleurs, a entraîné une forte pression depuis l'automne 2002 sur les prix de certaines matières premières : fonte, pré-réduits et ferrailles. Par exemple, début février 2003, le prix de la fonte du sud du Brésil a atteint 140 \$/t, auquel il faut ajouter le prix du fret qui a doublé en 2002. Pour les ferrailles, la tonne de HMS n° 1 (Heavy Melt Scrap) exportée vers le Sud-est asiatique atteignait environ 170 \$/t contre 138 \$/t à l'automne 2002. Les prix des scraps ont également augmenté aux États-Unis et en Europe où la pénurie se fait actuellement sentir.

Ces évolutions récentes : boom de certaines demandes régionales, surtout en Asie et particulièrement en Chine, hausse des prix avec des différentiels régionaux importants (les producteurs européens semblant plus intéressés à conserver leurs parts de marché plutôt que de répercuter des hausses de prix importantes qui pourraient s'avérer peu durables) pointent clairement vers un haut de cycle dans une industrie bien connue pour sa volatilité. Ainsi, selon un analyste de World Steel Dynamics, il y a 60 % de chances que la sidérurgie mondiale retombe en récession dans la seconde moitié de 2003. À moins que la demande chinoise entre vraiment et rapidement dans une phase de consommation intensive d'acier au rythme du Japon des années 50 ou de la Corée du Sud des années 80. Selon un modèle développé par l'IISI et basé sur la corrélation entre croissance de la consommation d'acier et croissance du PIB chinois d'ici 2010, la consommation d'acier chinoise pourrait atteindre à la fin de cette décennie 370 Mt d'acier (graphique ci-dessous).



Une telle progression de la consommation chinoise, que l'analyste ne juge nullement impossible vu les tailles du marché et de la population, correspondrait à une consommation de 400 Mt en minerais de fer (210 Mt en 2002) et de 85 Mt en ferrailles (48 Mt en 2002) ! Cette hypothèse de consommation chinoise 2010 représente les 4/5<sup>e</sup> du minerai commercialisé en 2002 et ne pourrait être satisfaite, la production minière de fer chinoise étant en déclin, que par d'énormes nouveaux investissements dans les gisements brésiliens et australiens. Autre conséquence, cette demande colossale mettrait directement en danger l'approvisionnement des usines intégrées occidentales. La situation serait encore plus grave pour les fours à arc (EAF) car le stock mondial de scraps est limité et sa croissance faible. Les usines EAF du monde entier seraient court-circuitées et condamnées par la demande chinoise.

Mais en attendant d'avancer dans ce futur chinois qui sera crucial pour toute l'industrie, la sidérurgie mondiale se trouve confrontée dans l'immédiat à un problème structurel qui est celui de la surcapacité. Celle-ci est identifiée déjà depuis une trentaine d'années comme un problème majeur du secteur, directement responsable des cycles fréquents et brutaux d'expansion/récession qui caractérisent la sidérurgie mondiale. Selon l'OCDE, la surcapacité atteignait 140 Mt fin 2002 et, selon les Américains, 200 Mt.

Ces désaccords sur le chiffre global reflètent d'autres désaccords profonds qui existent au sein d'une industrie très hétérogène. Car y coexistent, aux extrêmes, des usines « smokestack » archaïques, sous-investies et polluantes (CEI, une partie de l'Inde et de la Chine, pays de l'Est - quoique de moins en moins) et des « mini-acières » ultra modernes, automatisées et très compétitives. Le montant des exportations de la première catégorie (souvent brames, billettes ou produits peu élaborés) est peu sensible aux variations de prix de l'acier mondial et leurs coûts de production très bas reflètent la faiblesse du niveau de vie local, le sous investissement et le non respect des normes anti-pollution, ainsi que des coûts énergétiques parfois subventionnés (exemple, CEI). Contre les exportation excessives de ces usines « smokestack », la sidérurgie mondiale (États-Unis, Europe, mais aussi Chine et autres) a développé toute une série de mesures tarifaires, quotas et mesures dites « anti-dumping ». Le problème avec ces mesures est que, d'une part elles peuvent être utilisées contre n'importe quel pays comme mesures protectionnistes plus ou moins déguisées (telles que les mesures prises en 2002 aux États-Unis sous le « chapitre 201 » du code du commerce), d'autre part elles contribuent à créer des distorsions importantes sur les prix des produits de la sidérurgie.

Les pays de l'OCDE se sont engagés à effacer les surcapacités d'ici 2005 en répartissant les sacrifices équitablement, tout en gérant les subventions à la production par les États et en réglant le problème des obstacles tarifaires, vaste programme dont on aura, peut être, une esquisse avant la prochaine session de l'OMC qui se tiendra en septembre 2003 au Mexique.